M6189 - 1223 - 8,00 F

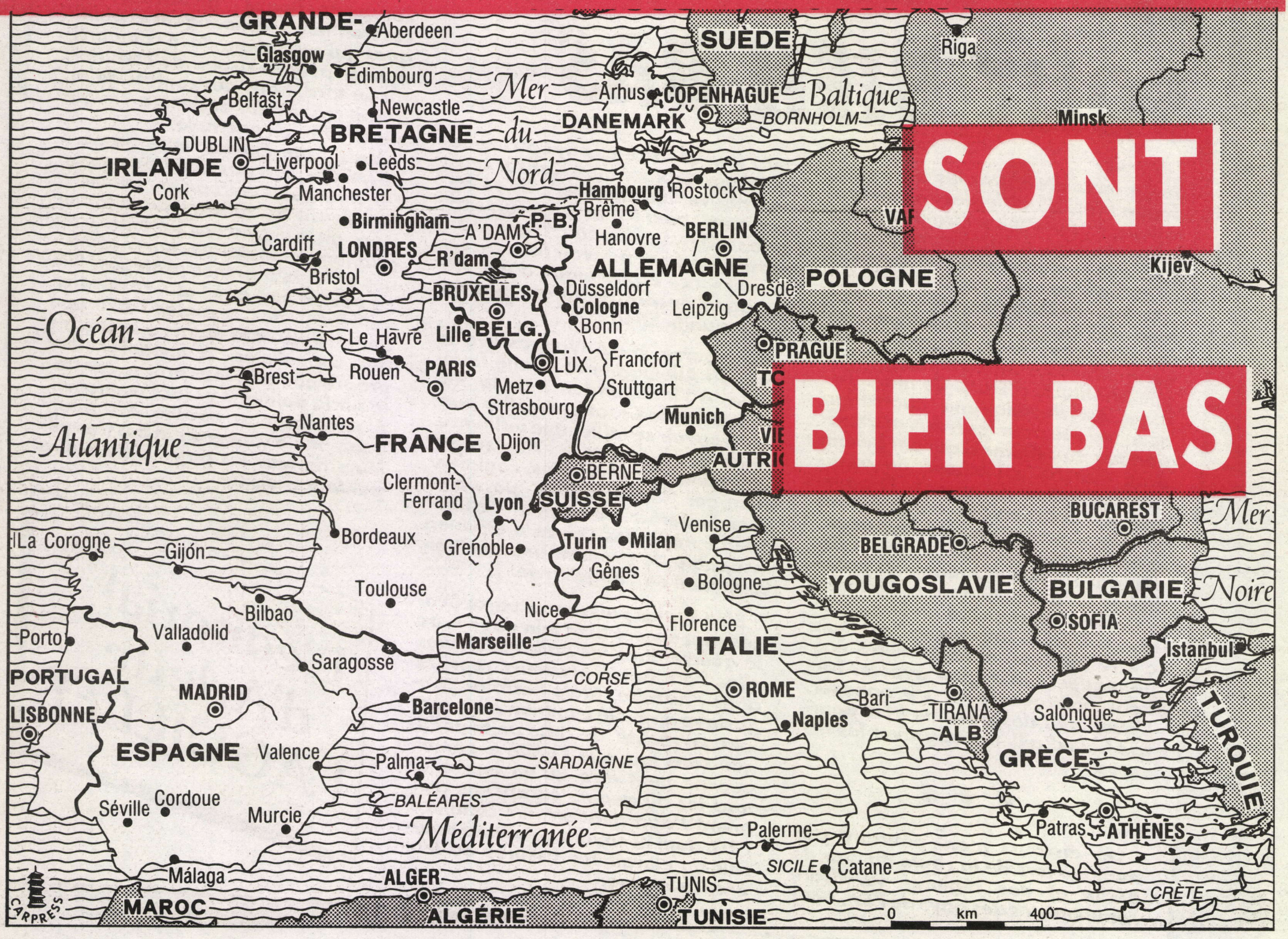
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 223 - 6 décembre 1991 - prix : 8 F

MAASTRICHT

LES SOMMETS EUROPEENS SONT BIEN BAS



Maastricht

LES SOMMETS EUROPÉENS SONT BIEN BAS

A l'heure où l'Europe de l'Est se désagrège, les dirigeants de l'Europe de l'Ouest voudraient bien démontrer que la leur, l'Europe des Douze du Marché Commun, est au contraire en train de se construire.

Si c'est le but du sommet de Maastricht, aux Pays-Bas, il risque fort d'être noyé dans les brumes du plat pays. Il y a trois ans, on ne nous parlait que de "l'Europe de 1992" qui recelait paraît-il le secret de la prospérité économique. On est à fin 1991 et l'Europe a gardé le même gris visage : celui de la crise, du chômage et des âpres et mesquines disputes entre les Etats qui la composent.

Trente-quatre ans après le Traité de Rome, les Six qui sont devenus Douze n'en finissent pas de discuter des projets d'abattre les barrières douanières, d'unifier les réglementations, de parvenir à l'Union monétaire et enfin à l'Union politique. Tout cela semble s'éloigner à mesure qu'on s'en approche.

Le Marché Commun est le résultat bien laborieux des tentatives des bourgeoisies européennes pour surmonter leur morcellement entre une multitude d'Etats. Ce morcellement est devenu une aberration économique pour les trusts multinationaux eux-mêmes, qui ont besoin d'un marché à l'échelle du continent, et même du monde. Et pourtant les bourgeoisies européennes sont bien incapables de le dépasser, attachées qu'elles sont à leurs intérêts particuliers et à toutes les possibilités de protection de ces intérêts qu'offre l'existence d'un Etat séparé. Alors l'unification est loin d'être réalisée, et les rivalités économiques vont de pair avec les frictions politiques pour s'y opposer. L'évolution des pays de l'Est pourrait bien d'ailleurs aggraver les fissures.

* * *

Les discours n'ont pourtant pas manqué lors de la chute du mur de Berlin et des régimes soi-disant communistes des pays de l'Est, pour dire que l'Europe occidentale allait ouvrir à ces Etats la voie de la liberté et d'une commune prospérité. Mais les banques, les capitaux occidentaux ne se sont précipités vers l'Est que pour la curée, pour mettre la main sur des entreprises à bas prix et s'engager dans des spéculations faciles, tout en opposant en sens inverse un protectionnisme jaloux à l'entrée des marchandises et même des émigrants de l'Est.

Le résultat a été d'accélérer la plongée dans la crise des économies déjà fragiles de ces pays, avec le chômage, les licenciements, l'inflation galopante, l'appauvrissement général de la population au profit d'une poignée de margoulins.

Mais le résultat pourrait bien être aussi l'accroissement des divergences d'intérêt entre les pays d'Europe de l'Ouest eux-mêmes. Car sur tous ces "nouveaux marchés", ils se retrouvent bien plus concurrents qu'associés, la plupart craignant en particulier de ne pouvoir faire face à la puissance économique d'une Allemagne encore renforcée par sa propre unification.

La guerre civile yougoslave a trouvé l'Allemagne et l'Italie favorables à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, où elles pensent pouvoir se tailler une influence, tandis que la France et l'Angleterre, nettement plus réticentes, voulaient ménager les relations possibles avec la Serbie. Avec pour résultat que l'Europe des Douze a été bien incapable de prendre une position commune en Yougoslavie.

Bien sûr les puissances européennes sont encore bien loin de se faire la guerre dans les Balkans comme elles l'ont fait à plusieurs reprises dans l'histoire. Mais l'affaire yougoslave a révélé combien elles sont loin, en réalité, de cette unité politique sans laquelle l'unité économique ne peut être qu'un leurre. Et tous les dirigeants européens craignent l'aggravation des conflits à l'Est, dont ils savent qu'elle ne pourrait qu'élargir les fissures de leur propre Europe.

Alors ces sommets européens, avec leurs laborieuses et sempiternelles négociations sur les unifications des taux de TVA, des régimes fiscaux, des réglementations nationales, paraissent surtout dérisoires. Cette fragile unité européenne ne survivrait pas à une aggravation importante de la crise économique, ni même sans doute à la simple poursuite de la désagrégation économique et politique de l'Europe de l'Est.

* * *

Alors ici, en France, comme dans les autres pays de l'Europe des Douze, les travailleurs n'ont à voir dans le Marché Commun ni un épouvantail, qui serait responsable du chômage et de la crise, ni un mirage qui détiendrait la recette de la prospérité.

Ils auraient bien sûr tout à gagner à vivre dans une Europe unifiée – bien au delà d'ailleurs de la petite Europe des Douze –, débarrassée de ces frontières économiques et politiques qui continuent de la compartimenter avec le risque de rechuter, tôt ou tard, dans des conflits qu'on aurait cru révolus et dont la Yougoslavie offre un exemple.

Mais cette Europe unie ne sera pas, ne pourra pas être l'oeuvre de ces bourgeois européens réunis à Maastricht ou ailleurs pour tenter de se mettre d'accord sur leurs spéculations monétaires, leurs combines et leurs marchés protégés. Elle ne pourra être que l'œuvre des travailleurs, des peuples d'Europe quand ils auront appris à se passer des capitalistes, à instaurer leur propre pouvoir, leur propre contrôle sur la politique et sur l'économie, à remplacer la rivalité des bourgeois par la coopération des travailleurs de tous les pays, c'est-à-dire par le socialisme.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Maastricht

Un sommet au plat pays

LA BOURGEOISIE EUROPÉENNE A LA VUE BASSE

Faire un sommet aux Pays-Bas est évidemment tout un symbole. Au programme officiel de ce sommet de la CEE, qui doit se tenir à Maastricht les 9 et 10 décembre prochain, des objectifs élevés : rien moins que la réalisation d'une Union politique, d'une Union monétaire, voire une Fédération européenne qui ferait, dans le vieux continent, pendant aux Etats-Unis d'Amérique. Mais dans la réalité n'arrivera sur la table des négociateurs de Maastricht qu'un projet d'accord réduit au minimum pour pouvoir être signé par tous les partenaires, malgré les réticences des uns et des autres aux divers projets initialement annoncés.

Ceux qui crient aux dangers de la *"perte de la souveraineté nationale"* n'ont pas plus à trembler que les chantres de l'Europe n'ont à se féliciter : les bourgeoisies européennes sont bien trop vieilles et trop jalouses de leurs petits intérêts pour oser balayer les frontières. L'Europe unie n'est pas pour demain.

* * *

Des bourgeoisies accrochées à la protection de leur Etat.

Car, que reste-t-il en réalité des deux principaux chapitres annoncés, Union politique et Union monétaire, dans le projet d'accord qui sera présenté aux signataires de Maastricht, après des mois d'âpres marchandages entre les gouvernements des douze pays concernés ? D'Union politique personne n'en voulait vraiment. Jusque-là dans la CEE toutes les décisions, sauf sur quelques points extrêmement mineurs, devaient être prises à l'unanimité des 12 Etats de la Communauté. La seule modification proposée à Maastricht serait d'étendre un peu le nombre de domaines où une décision pourrait être prise à ce qu'on appelle la *"majorité qualifiée"*, c'est-à-dire où il ne suffit pas de l'opposition d'un seul pays pour repousser la décision mais de celle de deux grands pays ou d'un grand et deux petits. Toutes les décisions d'orientation devraient toujours être prises à l'unanimité, mais la *"majorité qualifiée"* pourrait suffire pour régler les modalité d'application. *"Il faudrait l'unanimité pour envoyer des observateurs européens en Yougoslavie"*, ironisait un des négociateurs de l'accord, *"mais la décision sur la couleur de leur uniforme serait du domaine d'un vote majoritaire"*.

Si l'Union politique n'est pas pour demain, chaque gouvernement gardant son entière liberté de manoeuvre, l'Union monétaire promise au plus tôt pour janvier 1997, ne peut pas être en meilleure voie. Car une monnaie commune, avec forcément une banque centrale commune contrôlant son émission, imposerait à chacun des Etats de se soumettre à une politique financière commune ou tout au moins semblable, de ne plus pouvoir recourir chacun à sa façon aux déficits budgétaires pour financer ses dépenses ou subventionner ses entreprises, de ne plus pouvoir jouer indépendamment de ses voisins sur le cours de sa monnaie pour favoriser ses exportateurs...

Une monnaie commune ? Pas avant l'an 2000. En attendant chacun tient à ses sous.

Alors cette monnaie commune la bourgeoisie française, qui semble tenir à atteler son char à la locomotive allemande, dans l'espoir entre autres d'avoir sa part des marchés que l'Allemagne pourrait s'ouvrir en Europe centrale, y serait favorable, à en croire les déclarations de Mitterrand. La bourgeoisie italienne voudrait bien en faire autant, mais ses partenaires lui répondent qu'il faut d'abord réduire le déficit budgétaire de son Etat. Et quant à la Grande-Bretagne dont l'économie est plus atteinte par la crise, et qui redoute de se lancer sans protection dans une compétition directe avec les autres leaders européens, elle y est visiblement hostile. Sans parler des pays les plus faibles de la CEE, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, qui ne seraient probablement pas invités à un accord sur les monnaies si celui-ci voyait plus tard le jour. Eux pour l'instant menacent surtout de ne rien signer à Maastricht s'ils n'obtiennent pas en échange une aide financière supplémentaire et un calcul plus avantageux pour eux de leur contribution au budget communautaire.

Si bien que le projet d'Union monétaire qui sera finalement présenté à Maastricht se limite à un calendrier en trois temps : premier temps, pendant deux ans on ne changerait rien mais on s'efforcerait de rapprocher les uns des autres les montants autorisés de déficit budgétaire des divers pays, leur taux d'escompte et leur inflation. Deuxième temps, à partir de 1994, on créerait un Institut européen chargé de contrôler la politique financière des divers Etats, et on tenterait d'étrangler le *"serpent monétaire"* en réduisant la marge de fluctuation des monnaies nationales les unes par rapport aux autres.

Alors seulement viendrait, en janvier 1997, le troisième pas, le pas décisif... celui que tout le monde se réservera le droit de faire en arrière. Il s'agirait de bloquer les taux de change des diverses monnaies européennes entre elles, de créer une banque centrale, et de mettre enfin en circulation cette monnaie commune. Mais il est d'entrée prévu que seuls les pays, qui auraient réussi à aligner d'ici là leur politique financière sur celle des Etats leaders de l'Europe, seraient invités à bénéficier de la monnaie commune : autant dire que cela a peu de chance de concerner le Portugal ou la Grèce. Et d'autre part, à la demande de la Grande-Bretagne, tout signataire de l'accord de Maastricht aurait le droit se retirer de l'affaire avant le passage à l'étape finale.

La petite Europe toujours pas faite et déjà tiraillée par les changements de l'Europe réelle.

Depuis plus de 30 ans que les bourgeoisies européennes parlent de construire une Europe unie, elles n'en finissent pas de s'arrêter en route. Même en ce qui concerne la mise en place à l'échelle des Douze d'un marché libre au premier janvier 1993 ce n'est pas encore fini : les deux tiers seulement des multiples mesures à négocier avant de supprimer les barrières commerciales sont réglées, et il reste bien sûr en suspens les plus délicates dont les négociations risquent de se prolonger après 1993. Alors une Union politique et monétaire, une véritable Europe unie, elles seraient bien en mal de la faire. Car d'un côté les bourgeoisies européennes rêvent de la mise en place d'un marché libre assez large pour les appétits de leurs trusts et auraient besoin d'une collaboration plus étroite pour faire face à leurs concurrents plus puissants d'outre-Atlantique. Mais d'un autre côté aucune de ces bourgeoisies n'est prête à abandonner, au profit d'une telle politique commune, les prérogatives de son propre appareil d'Etat qui lui assure des commandes privilégiées, des protections contre ses concurrents, des crédits, subventions et autres aides multiples. Avec l'argent du contribuable bien entendu. Et cette petite Europe, à Neuf puis à Douze, est encore loin d'être faite que, déjà, elle est totalement dépassée. Autour d'elle, l'Europe entière a rapidement changé ces dernières années, posant de tout autres problèmes, accroissant les tiraillements entre les partenaires de la CEE. La réunification de l'Allemagne a changé les rapports de force en son sein et accrû entre autres les craintes de la Grande-Bretagne de ne plus pouvoir suivre la course ; la crise yougoslave a attisé les appétits divergents des uns et des autres, expliquant leurs attitudes différentes face à l'indépendance de la Slovénie ou à la guerre serbo-croate ; et ce n'est que le début.

Et ce n'est pas seulement parce que les bourgeoisies d'Europe ont trop d'intérêts opposés pour être réellement capables d'unifier l'Europe que les travailleurs n'ont réellement à craindre ni le marché unique de 1993, ni les accords de Maastricht ou d'ailleurs. C'est surtout parce que, si les patrons sont trop concurrents les uns des autres pour s'unifier vraiment et se passer entièrement de leurs frontières, les travailleurs, eux, ont les mêmes intérêts qu'ils soient en Espagne ou en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne ou en Hongrie. Et ils pourraient bien vite, s'ils prennent conscience de leurs intérêts communs, se retrouver en lutte ensemble de part et d'autres des frontières pour les mêmes droits, les mêmes conditions de travail, souvent au sein de mêmes trusts qui possèdent des usines dans les divers pays.

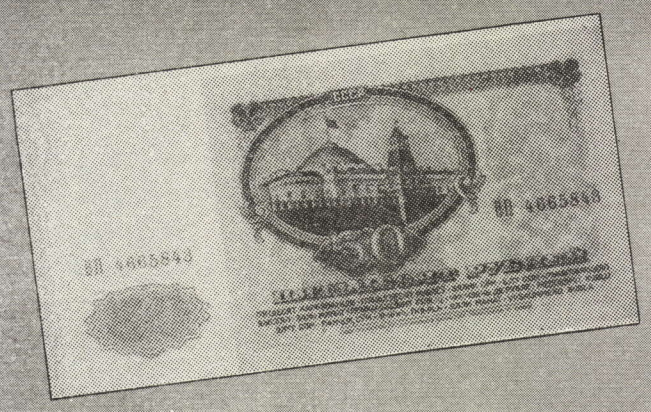
Olivier Belin.

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
portera sur le thème :

NATIONALISATIONS ET DÉNATIONALISATIONS AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

VENDREDI 13 DÉCEMBRE 1991
à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - 75005 Paris

Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F



CRISE FINANCIÈRE ET DÉSAGRÉGATION DE L'UNION

Le directeur de la banque d'Etat annonçant sur le petit écran aux téléspectateurs qu'a compter du 2 décembre l'Etat soviétique ne serait plus en mesure de verser le salaire des fonctionnaires, cela à de quoi frapper l'imagination. Et d'abord celle de millions de fonctionnaires divers et variés, de retraités qui ont dû se demander comment ils allaient toucher ce à quoi ils avaient droit.

Certes, des dizaines de millions de Soviétiques constatent, tous les jours, que les prix de la veille viennent de changer, que leur pouvoir d'achat fond, voire pour certains travailleurs du secteur public qu'on les pousse vers la porte sous prétexte que leur employeur - l'Etat - n'a plus les moyens de les payer.

Cette fois-ci, on aurait donc touché le fond de la crise financière. C'est du moins ainsi que les choses ont été présentées quand, fin novembre, les représentants des Républiques, dont celle de Russie, ont refusé à Gorbatchev la rallonge budgétaire qu'il réclamait pour boucler l'année. Et puis, comme par enchantement, cette Russie d'Eltsine, qui venait de refuser toute aggravation du déficit fédéral, décidait de prendre à sa charge la paye des fonctionnaires de l'Union, tout comme, quelques jours plus tôt, elle avait décidé de reprendre à son compte devant les puissances occidentales du G7 l'ensemble de la dette extérieure du pays. En quelque sorte, Eltsine - dans un nouvel épisode de la lutte politique l'opposant à Gorbatchev pour la direction de ce qui reste d'Union - venait d'acculer ce dernier à déposer son bilan, pour mieux le racheter avec les meubles ! Quand on annonce qu'à partir de décembre, c'est le ministre des Finances de Russie qui versera le salaire de Gorbatchev, on ne peut plus clairement souligner le rapport de force qui prévaut désormais.

Bien évidemment, la crise financière n'est pas seulement une arme dans le combat Eltsine-Gorbatchev, elle est aussi une triste réalité. Les Républiques n'y ont pas peu contribué en refusant depuis des mois de verser au budget fédéral leur quote-part d'impôts et taxes perçus. En outre, le rouble ne cesse de s'affaiblir, du fait que l'Etat ou plutôt les différentes Républiques ne cessent de creuser le déficit du budget pour financer leurs couches privilégiées locales, et que ces privilégiés pillent à qui mieux mieux tout ce qui peut l'être. En faisant main basse notamment sur tout ce qui est exportable et donc sur les recettes en devises du pays, ils sont directement responsables d'une inflation qui va s'accélérant et des magasins de moins en moins approvisionnés.

Ainsi la crise financière de l'URSS n'est qu'un aspect de la désagrégation économique et politique d'un pays en proie aux appétits de bureaucrates et de privilégiés en tout genre, pressés de se servir en vidant les caisses de l'Etat et les rayons des magasins pour tenter de garantir leur situation sociale.

P. L.

QUELLE POUR

Le 1er décembre l'Ukraine (deuxième République de l'URSS par l'importance et la population) a proclamé son indépendance. La déclaration elle-même aurait pu passer presque inaperçue - car ce n'était ni la première... ni sans doute la dernière fois - si elle ne s'était déroulée sur fond de référendum, qui a donné une très forte majorité à l'indépendance et qui s'accompagnait de l'élection du président ukrainien, transformée du coup en plébicite.

Le nouvel élu, Léonid Kravtchouk, se montre parfaitement représentatif de cette couche de bureaucrates de haut rang, blanchis sous le harnais brejnévien, khrouchtchévien, voire stalinien, et qui ont mis à profit les remous ayant accompagné l'arrivée puis l'installation de Gorbatchev au pouvoir afin de se «reconvertir». Ou plutôt, de poursuivre leur course au pouvoir sous une autre casaque.

SOUS LA BANNIERE DE LA DEMAGOGIE NATIONALISTE

La carrière d'un Kravtchouk, ancien numéro 2 du Parti Communiste ukrainien, lors des premières années de l'ère Gorbatchev, devenu président d'une Ukraine qui se veut indépendante, présente bien des similitudes avec celle d'un Eltsine, ancien membre du Politburo gorbatchévien, devenu président de la Russie. Pour arriver au sommet du pouvoir dans leur République, puis s'y maintenir, l'un et l'autre - et cela vaut aussi pour toute une kyrielle d'actuels dirigeants des Républiques plus ou moins indépendantes de l'URSS - ont fait assaut de démagogie nationaliste.

Si des hommes de l'appareil comme Kravtchouk, n'ont pas, tels des apprentis sorciers victimes de la machine infernale dont ils avaient favorisé la mise en marche, été supplantés par ces forces nationalistes - comme dans les pays Baltes, le Caucase ou en Asie centrale pour un certain nombre de bureaucrates qui avaient, eux aussi, tenté de jouer cette carte - c'est que, jusqu'à maintenant, ils ont systématiquement surenchéri sur les nationalistes. Ainsi, il y a quelques mois à peine, Kravtchouk se prononçait pour le réaménagement des liens avec Moscou, dans le cadre d'une Union soviétique renouvelée. Puis, après l'échec du putsch du mois d'août, les autorités de Kiev, la capitale ukrainienne, ont annoncé qu'elles ne signeraient pas le traité de l'Union avant d'avoir organisé un référendum sur la question et l'élection d'un président «national». Et, dans la foulée de ceux-ci, elles viennent finalement de refuser toute forme d'Union.

L'INDEPENDANCE PLEBISCITEE : POURQUOI ?

Que les nationalistes disposent de troupes en Ukraine, c'est certain.

GAMMA

Léonid Kravtchouk

Leur candidat a engrangé le 1er décembre environ un quart des suffrages. Mais même si les rangs des partisans de l'indépendance se sont étoffés au fil de la surenchère nationaliste entre factions politiques se trouvant en concurrence pour le pouvoir, cela ne suffirait pas à expliquer qu'entre 80 et 90 % (selon les premières estimations) des électeurs se soient prononcés pour l'indépen-

INDÉPENDANCE – L'UKRAINE ?

Manifestation indépendantiste à Kiev.

GAMMA

dance. Surtout quand on a à l'esprit que près du quart de la population d'Ukraine est russe, et une autre bonne fraction totalement russifiée. Même la Crimée (un territoire peuplé majoritairement de russes et rattaché à l'Ukraine il y a moins de trente ans, qui s'était, l'été dernier, déclaré «indépendant» du gouvernement ukrainien et avait demandé son rattachement à la Russie) aurait voté pour l'indépendance... de l'Ukraine !

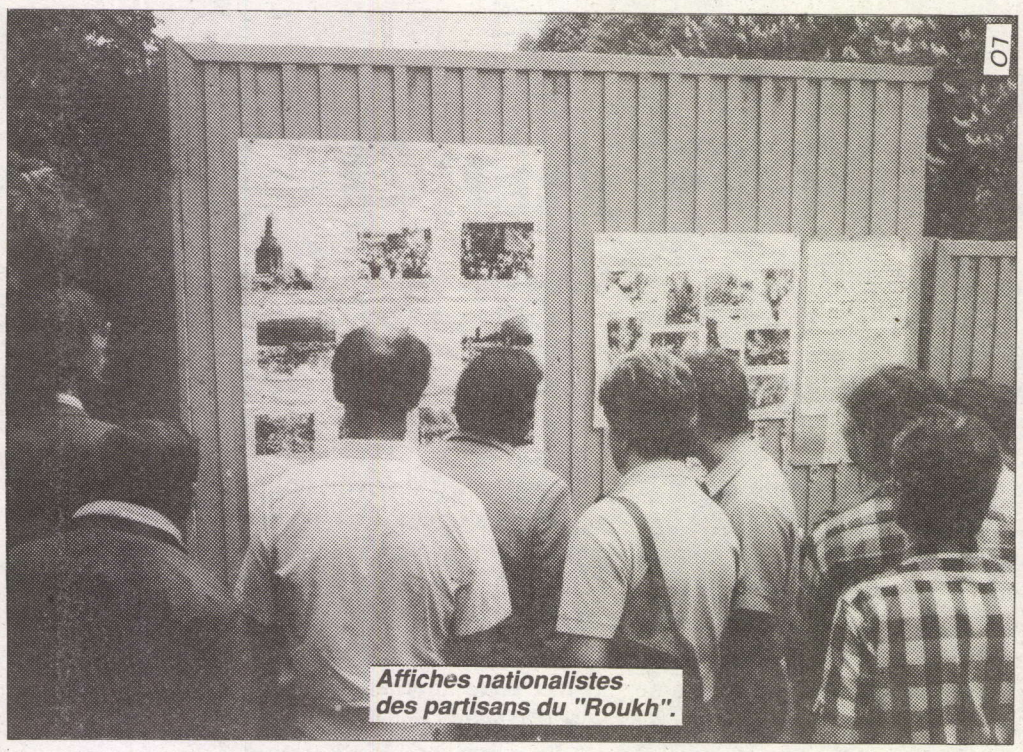
C'est que, comme partout ailleurs et pas seulement en URSS, quand la situation se dégrade, l'idée se développe qu'il suffit de se replier sur soi pour que tout aille mieux – ou en tout cas pour que cela ne puisse pas être pire que ce que l'on connaît. Y compris parfois chez ceux qui n'appartiennent pas à la majorité nationale ou linguistique de la population, tels les Russes en Ukraine (ou, il y a quelques mois, une fraction des russophones des pays Baltes).

UNE INDEPENDANCE QUI NE RESOUD RIEN

Mais cette idée, affichée sur les banderoles nationalistes, selon laquelle «*l'indépendance nous apportera le bonheur et la confiance*» – et qui, dans l'esprit du citoyen moyen, se traduit par «l'indépendance remplira enfin les magasins vides» – est un leurre pour l'immense majorité de la population. Ne serait-ce que parce que depuis longtemps, l'économie y fonctionne en osmose avec les économies complémentaires des autres Républiques soviétiques. L'affaiblissement de ces liens accéléré au cours des derniers mois du fait de la propension des couches dirigeantes de l'Ukraine à piller plus librement les richesses de «leur» République, a déjà une part majeure de responsabilité dans l'affaiblissement du niveau de vie de la population. Il désorganise l'approvisionnement, le fonctionnement des entreprises, des transports, etc.

Alors quel est l'avenir ? L'Ukraine a beau être le grenier à blé de l'Union soviétique, elle importe plus de machines qu'elle n'en produit et surtout elle doit faire venir toute son énergie du reste de l'Union. La question n'est d'ailleurs pas seulement économique, mais avant tout sociale, car les cliques au pouvoir en Ukraine n'ont évidemment par cherché à s'émanciper de la tutelle moscovite pour partager ce qu'elles ont ainsi récupéré avec «leur» population.

D'autant plus qu'entre les coteries dirigeantes de Kiev, la capitale, de Lvov (capitale de la Galicie et fief des nationalistes), d'Odessa (le grand port de tous les trafics), de Dniepropetrovsk la «russe» (qui lorgne sur les richesses du Donbass) et quelques autres, la concurrence est ouverte. Les rivalités, les affrontements pourraient recouper certaines différences dans le peuplement de cette République : avec à l'ouest, une région anciennement polonaise et de tradition catholique (ce qui a déjà provoqué des affrontements avec le clergé «national» ukrainien, majoritairement orthodoxe) ; avec au sud et à l'est des régions riches et peuplées essentiellement de Russes, pour ne rien dire des nombreuses autres minorités - roumaine, slovaque, hongroise, polonaise, etc. – dont certains Etats voisins de l'Ukraine réclament déjà le retour au sein de la «mère-patrie» ou pourraient être tentés de le faire.



Affiches nationalistes des partisans du "Roukh".

LES CRAINTES DES PUISSANCES IMPERIALISTES

C'est ce risque qui explique que Bush, s'adressant aux nationalistes ukrainiens, en août dernier, lors d'un voyage à Kiev, avait dénoncé «*la voie sans espoir de l'isolement*». Aujourd'hui, les Etats-Unis se disent prêts à reconnaître l'indépendance ukrainienne... mais y mettent toute une série de conditions qui équivalent presque à un refus.

Non pas que Bush ou les autres dirigeants des grandes puissances occidentales nourrissent une sympathie particulière pour le «centre» moscovite dont ils cherchaient à préserver – sans grand succès – le pouvoir de l'effritement continuel. Mais tout simplement parce qu'aucun dirigeant impérialiste responsable n'a envie de voir s'instaurer, au plein cœur de l'Europe, une situation potentiellement explosive du fait de l'absence de pouvoir capable de maintenir l'ordre.

Le tout petit Liban a posé pendant des années – et sans doute pas fini de le faire – des problèmes quasi inextricables aux grandes puissances. L'éclatement, sur le flanc méridional de l'Europe, d'un «Liban» yougoslave, pose à l'impérialisme des problèmes d'une tout autre échelle, sa crainte d'une extension spontanée du conflit aux pays voisins – voisins de la Yougoslavie, mais surtout de l'Allemagne – ne le disputant qu'à celle de précipiter cette extension en intervenant. Mais même cela ne serait rien – et les dirigeants américains, allemands et français l'ont clairement dit – à côté de conflits venant à éclater en Ukraine ou à ses confins, avec des bélligérants qu'aucune grande puissance voisine ne serait en mesure de départager et de neutraliser – ce qui était le rôle dévolu à l'URSS de Staline vis-à-vis de l'Europe centrale et orientale par les puissances impérialistes depuis les accords de Yalta. Car ce ne seraient peut-être plus des bandes de combattants plus ou moins irréguliers comme en Serbie et Croatie, armés «seulement» de kalachnikovs, de canons et de tanks, mais des armées disposant de la puissance des fusées nucléaires installés actuellement sur le territoire ukrainien.

Les mois qui viendront montreront si les dirigeants de l'Ukraine chercheront à maintenir des liens économiques avec les autres parties d'une URSS en train d'éclater – et surtout, s'ils y parviendront. Mais l'indépendance de l'Ukraine sous la direction de politiciens, de démagogues de l'acabit de Kravtchouk, n'offre aucune perspective à la population travailleuse de cette République, quelle que soit son origine. Ni pour ce qui est de l'amélioration de son niveau de vie, ni pour ce qui est d'un développement culturel, national, harmonieux et non-conflictuel. Elle ne peut qu'apporter de nouvelles épreuves et privations à l'immense majorité de la population.

Malheureusement c'est le sens que prend actuellement l'évolution de l'Ukraine, comme de bien d'autres Républiques. Et dans cette marche vers le précipice, on ne peut que souhaiter une réaction de la population pour inverser le mouvement et éviter cette catastrophe annoncée.

Pierre LAFFITTE

Aux élections de Brescia

LA MONTÉE DES "LIGUES"

La campagne électorale de Bossi

Avec 24,4% des voix, c'est la "Ligue Lombarde" qui s'est affirmée comme le premier parti, le 24 novembre, aux élections communales de Brescia.

Dans cette ville industrielle de Lombardie, non loin de Milan, les élections avaient lieu suite à la crise de la municipalité quadripartite basée sur l'alliance des démocrates-chrétiens et des socialistes. Ce n'est pas ce résultat électoral qui risque d'arranger les choses, ni à Brescia ni ailleurs en Italie.

Cette confirmation de la montée des "Ligues" en fait désormais un phénomène politique marquant, en particulier dans le Nord. On peut dire du sénateur Bossi et de sa "Ligue Lombarde" qu'il a su lancer une sorte de lepénisme à l'italienne, qui bouleverse désormais le jeu traditionnel des partis.

Ainsi, à Brescia, la Démocratie Chrétienne n'est plus que le second parti. Avec 24,3 % des voix, elle perd 7,6% des voix sur les précédentes élections communales, en 1990. Le Parti Socialiste, avec 10,3 %, en perd 2,6 %. Enfin le PDS - l'ancien Parti Communiste qui n'est plus "communiste" mais seulement "démocratique de gauche" - avec 9,4 % des voix perd 7 %. Il est vrai que pour le PDS, cette perte se fait essentiellement sur sa gauche, à l'avantage de "Rifondazione Comunista", la fraction du PC qui a voulu conserver l'étiquette communiste et qui, présente pour la première fois, recueille 5,3 % des voix.

A la différence d'un Le Pen, Bossi n'est certes pas marqué à l'extrême-droite. Mais la propagande de la Ligue Lombarde est au fond constituée comme celle d'un Le Pen et des démagogues de son espèce qui fleurissent décidément en ce moment de la même façon sous bien des latitudes.

Puisant sa démagogie dans un arsenal bigarré, Bossi avance des arguments régionalistes et localistes - la Lombardie doit se gouverner elle-même -, anti-étatistes - la Lombardie et le Nord de l'Italie seraient "aussi riches que la Suisse" si Rome et l'Etat italien ne les accablaient pas d'impôts pour nourrir des politiciens corrompus - ou bien contre le "régime des partis".

Bossi mêle à sa propagande une évocation des "ligues" médiévales - le symbole de la Ligue Lombarde est une sorte de cavalier moyenâgeux qui proclame "l'Alliance du Nord" en brandissant une lance... contre le Sud donc si l'on comprend bien. Enfin, le tout s'agrémente de propos aux relents racistes et xénophobes. Ils prennent pour cible les immigrés africains ou maghrébins qui, depuis quelques années, ont commencé à affluer en Italie aussi; ou tout simplement les méridionaux venus du Sud pauvre vers le Nord riche. Evidemment Bossi, exactement comme Le Pen avec les immigrés, dit ne pas vouloir de mal aux méridionaux : simplement qu'ils restent chez eux, à Naples ou à Palerme, avec leur pauvreté, leurs maladies et leur mafia. Les "odeurs" évoquées par un Giscard ne sont pas loin ; à cette différence près qu'il n'y a même pas besoin d'être étranger pour être indésirable : il suffit de venir de Rome ou du Sud de la botte !

La preuve est faite en tout cas que cette mixture régionalo-poujadiste, raciste et xénophobe, "fait un malheur" aux élections. La Ligue du sénateur Bossi avait déjà obtenu près de 20 % des voix dans l'ensemble de la Lombardie lors des élections administratives de mai 1990. D'autres Ligues s'étaient créées : une "Ligue du Piémont", une "Ligue de Vénétie" et même... une Ligue méridionale, chacune assaisonnant à la sauce locale les ingrédients imaginés par Bossi.

Le succès aux élections de Brescia est pour celui-ci une sorte de consécration. La seule concurrence sérieuse est venue d'une autre liste ayant fait profession, elle aussi, des thèmes "apolitiques" : une liste "des ménagères et des retraités" fait ainsi une percée, avec 5 % des voix.

Reste à savoir évidemment quels sont les projets politiques à plus long terme de Bossi, ou même s'il en a. Il a bien lancé l'idée d'une Italie fédérale découpée entre le Nord, le Centre et le Sud - chacun chez soi - mais il n'est pas prouvé que cela puisse faire recette, justement ailleurs qu'en Lombardie. Mais cela suffit peut-être à Bossi. Et en tout cas pour l'instant, sa démagogie rapporte et permet de prendre des voix aux partis traditionnels : c'est sans doute l'essentiel pour la "Ligue Lombarde".

André FRYS

COSSIGA LE PRÉSIDENT GLADIO

Un président qui inonde les journaux de communiqués, intervient en direct dans les émissions de télévision, interpelle les journalistes, distribue les jugements sur les différents hommes politiques, déclare à qui veut l'entendre qu'il faut en finir avec le système institutionnel actuel: tel est Francesco Cossiga, président de la République italienne dont beaucoup se demandent, dans la péninsule, quelle mouche l'a piqué et s'il est vraiment encore sain d'esprit.

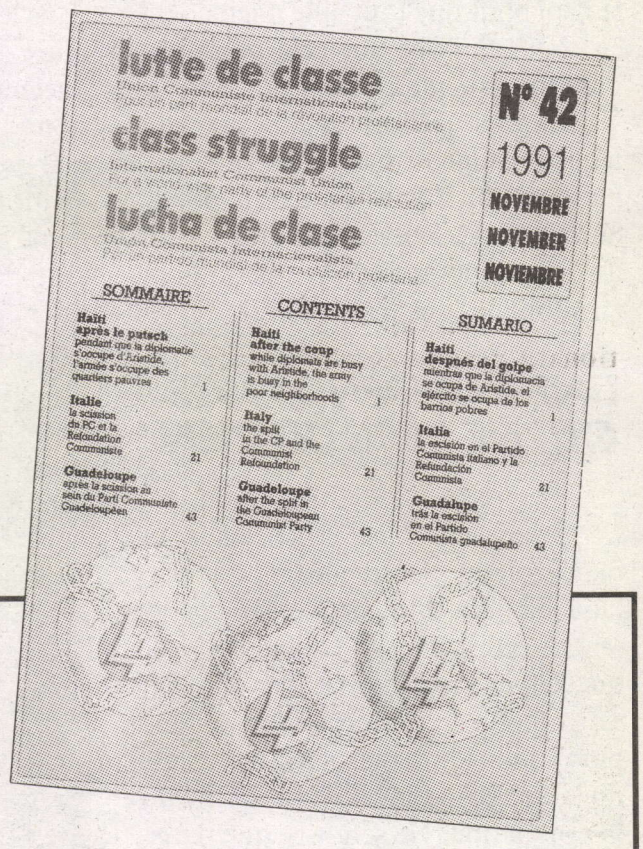
Cossiga n'a pas digéré en particulier, d'être mis en cause dans l'affaire "Gladio", ce réseau clandestin installé dans les années Cinquante par les services secrets en collaboration avec l'OTAN et qui, faute de pouvoir se mettre sous la dent le "coup d'Etat communiste" qu'il était censé prévenir, a semble-t-il trempé dans la plupart des affaires louches qui ont défrayé la chronique politique: attentats d'extrême-droite, complots, combines politicio-financières, affaire de la "loge P2" et l'on en passe.

Ainsi, depuis qu'un juge chargé d'enquêter sur une de ces affaires a demandé son témoignage pour avoir signé un des décrets aboutissant à la mise en place de "Gladio", Cossiga est engagé dans une sorte de combat personnel. Un des derniers épisodes en est une mise en demeure de le faire comparaître - *"si Gladio est une conspiration politique"*, a proclamé Cossiga, *"alors il faut mé faire un procès"*. Là-dessus est intervenue, le 3 décembre, une grève des juges contre un projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature qui restreint leur autonomie à l'égard de l'Etat. Cossiga a déclaré cette grève *"subversive, provocatrice et anticonstitutionnelle"*; rien que ça !

En fait, au-delà d'épisodes qui semblent tourner à la farce, Cossiga veut se faire le champion des projets de réforme constitutionnelle qui sont le serpent de mer de la politique italienne mais qui trouvent, dans le climat politique actuel, un aliment renouvelé ; tout à la fois par la crise économique, le discrédit des partis, la montée des ligues, les réorientations à gauche avec le changement de nom du Parti Communiste et la perspective d'une alliance entre l'ex-PC et le PS, qui pourrait rendre possible le bipartisme, cette alternance gauche-droite que l'Italie n'a jamais connue.

Faire passer une réforme qui mènerait à une "seconde République" nettement plus autoritaire que l'actuelle, c'est certainement loin d'être fait. Mais Cossiga et quelques autres se chargent de faire faire son chemin à cette idée ; portés qu'ils pensent être par le climat politique et la vogue des idées réactionnaires en tout genre.

A.F.



Au Sommaire de LUTTE DE CLASSE

Novembre 1991 (N°42)

- HAITI APRES LE PUTSCH

Pendant que la diplomatie s'occupe d'Aristide, l'armée s'occupe des quartiers pauvres

- ITALIE

La scission du PC et la refondation communiste

- GUADELOUPE

Après la scission au sein du Parti Communiste Guadeloupéen

Cambodge

CONDUITE DE GRENOBLE A PHNOM PENH

Khieu Samphan blessé à la tête.

AFP

Les manifestants s'apprêtant à envahir la résidence de Khieu Samphan.

AFP

Khieu Samphan, un des principaux dirigeants des Khmers Rouges à l'époque où ils détenaient le pouvoir, n'aura fait qu'un bref séjour de quelques heures pour son retour dans la capitale cambodgienne. Accueilli par une dizaine de milliers de manifestants, notamment étudiants et lycéens, le bras droit de Pol Pot a été frappé à la tête et n'a dû son salut qu'à une retraite improvisée en direction du pays voisin.

Arrivé quelques heures plus tôt, pour participer aux discussions concernant la mise en place d'un gouvenement réunissant les divers partis du pays, le dirigeant nationaliste a suscité la colère d'un certain nombre de gens qui n'oublient pas les exactions à grande échelle dont lui et son mouvement s'étaient rendus coupables entre 1975 et 1979. (Les victimes avaient été évaluées à un million d'hommes, de femmes et d'enfants.)

"Rendez-nous nos parents", "il n'a pas le droit de vivre" : les slogans ne laissaient guère de doute sur les sentiments d'au moins une partie de la population de la plus grande ville du pays à son égard. Laquelle avait particulièrement souffert quand, en 1975, sous prétexte de débarrasser la capitale de la corruption, les Khmers Rouges avaient déporté la totalité de sa population dans des conditions atroces.

Les manifestations ont été, sinon organisées, du moins fortement encouragées par le gouvernement en place. Le dirigeant actuel du pays, Hun Sen, proche du régime vietnamien, avait laissé entendre durant les jours précédents qu'il craignait des troubles. Ce qui ne l'avait pas empêché de laisser la maison de Khieu Samphan presque sans protection. Après avoir commencé par rejeter une partie de la responsabilité des incidents sur les Khmers Rouges qui auraient tardé à appeler à l'aide, il a présenté ses excuses.

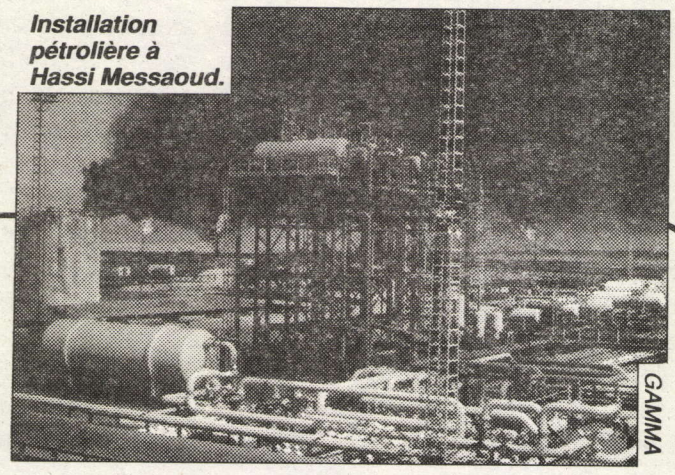
C'est que les grandes puissances qui tentent de régler la question cambodgienne lui ont sans doute rappelé qu'il n'avait pas le choix. Il s'agit pour elles de faire participer au gouvernement toutes les composantes politiques -y compris les Khmers Rouges- sous la houlette du prince Sihanouk. Et comme les pourparlers ont pour objectif de consacrer le recul du Vietnam, protecteur de Hun Sen, au profit de la Chine et des Etats-Unis, il faut que les Khmers Rouges, soutenus par ces deux protecteurs, aient leur place dans le nouveau régime.

Mais si à Phnom-Penh le bourreau de la ville a été accueilli avec des coups par les familles des victimes, dans d'autres régions du pays, la situation serait sans doute inversée. Les paysans pauvres qui soutiennent aujourd'hui encore les maquis khmers rouges le font peut-être en partie à cause des méthodes dictatoriales de ces derniers, mais aussi parce que, pour eux, ceux d'en face ne valent pas mieux. C'est dire que le peuple cambodgien a bien des bourreaux dont il lui faudra se débarrasser.

Pierre VERNANT

Algérie

LE NOEUD COULANT DE L'IMPÉRIALISME



Installation pétrolière à Hassi Messaoud.

GAMMA

Le fait que, vingt ans après avoir nationalisé l'exploitation de son pétrole jusqu'alors aux mains de l'impérialisme français, l'Algérie ouvre à nouveau ses champs de pétrole aux capitaux étrangers, est certainement bien significatif des difficultés dans lesquelles se débattent les pays sous-développés de plus en plus étranglés par les grandes puissances impérialistes.

Lors des accords d'Evian qui mirent en 1962 un point final à la guerre d'Algérie, la discussion sur la question de la maîtrise de l'Algérie sur son pétrole fut extrêmement âpre, l'impérialisme français ayant même tenté d'obtenir le détachement du Sahara de l'Algérie pour pouvoir garder le contrôle des richesses pétrolières. Et si le gouvernement français ne parvint pas à l'époque à imposer une clause pareille au peuple algérien, il réussit cependant à obtenir la préservation de l'essentiel des intérêts économiques des sociétés françaises dans les domaines essentiels, dont celui du pétrole. C'est dire que l'élimination des intérêts français, lors de la nationalisation des pétroles par l'Algérie en 1971, a pu apparaître comme une tentative de l'Etat algérien pour s'assurer une plus grande indépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme français, et en tout cas c'est ainsi que le gouvernement algérien de l'époque le présenta.

Vingt ans après, alors que la crise économique que traverse l'économie capitaliste depuis plus de 15 ans a amené les principales puissances impérialistes à pressurer davantage encore les pays sous-développés, ex-colonies ou pas, il est plus manifeste que jamais que l'indépendance politique n'a pas permis aux ex-colonies d'échapper aux griffes de l'impérialisme qui continue à dominer le monde.

Aujourd'hui l'endettement auprès des banques occidentales constitue un moyen de pression considérable sur l'Algérie qui doit consacrer les deux tiers de ses recettes d'exportations au service de la dette. L'Algérie en vient donc, moyennant des droits d'entrée importants, à accepter que des compagnies étrangères puissent exploiter pour leur propre compte une partie de la principale richesse du pays. Bien sûr, pour l'instant, l'Etat algérien, par l'intermédiaire de sa compagnie nationale qui continuera à se réserver 51 % des parts, restera en principe le maître. Le budget de l'Etat algérien pourrait ainsi être en partie renfloué, ou plus exactement une partie de la dette algérienne pourrait être remboursée aux banques, insatiables même lorsque les intérêts déjà versés finissent par dépasser le montant initial du prêt.

Ainsi les richesses du pays vont en partie être vendues à des trusts occidentaux pour pouvoir payer au maximum le tiers de la dette due aux banques occidentales. C'est dire que l'Algérie, comme beaucoup d'autres pays pauvres, est plus que jamais mise en coupe réglée par les puissances d'argent, et que l'impérialisme trouve encore le moyen de s'engraisser sur des pays qui s'enfoncent dans la crise économique. Exactement comme les usuriers qui attendent que leurs débiteurs soient coulés pour s'approprier leurs biens.

Décidément, dans un monde dominé par le profit et la guerre économique menée sur le dos des exploités et des peuples pauvres, il n'y a pas place pour l'indépendance et la dignité des peuples. Sauf dans le combat pour débarrasser définitivement la planète de ce système d'exploitation qui aboutit à pressurer les travailleurs et à étrangler des peuples entiers, pour les plus grands profits d'une petite minorité de riches.

Dominique CHABLIS

Crise, récession, chômage...

LE DISCRÉDIT DES PARTIS TRADITIONNELS EXPLOITÉ PAR L'EXTRÊME-DROITE

La cote de popularité du président Bush vient de connaître le mois dernier une chute brutale de 16 points, passant de 67 à 51 points. Les élections présidentielles de novembre 1992 se profilent déjà et, l'échéance approchant, les critiques ne peuvent que se concentrer encore davantage contre l'actuel président, qu'elles émanent de l'opposition démocrate majoritaire au Congrès, mais aussi, et ce ne sont pas les moins virulentes, du Parti Républicain lui-même, où Bush est tiraillé sur sa droite et même son extrême-droite.

Tout cela se produit dans un climat de morosité politique que les récentes élections partielles ou locales du début novembre ont révélé. Des élections à surprise ont permis à un démocrate totalement inconnu d'être élu sénateur de Pennsylvanie contre le candidat républicain, tenant du titre et surtout bien connu comme ex-membre du cabinet de Bush.

Dans le Mississipi, c'est un républicain qui a été élu gouverneur pour la première fois, dans ce qui était un fief démocrate incontesté depuis... la Reconstruction, période qui a suivi la guerre de Sécession.

Dans le Kentucky, un gouverneur démocrate a été élu contre le candidat républicain pour qui Bush faisait campagne. Des républicains, enfin, l'ont emporté dans le New Jersey et en Virginie, deux Etats qui votent traditionnellement démocrate. Apparemment, dans chacune de ces élections, les électeurs se sont surtout prononcés contre le candidat sortant.

L'ESCROC L'EMPORTE SUR LE RACISTE

Mais l'élection qui a fait le plus de bruit est sans conteste celle du gouverneur de Louisiane. Elle opposait un démocrate «ripou» notoirement corrompu, mêlé à des trafics d'influence divers – et qui avait déjà dû pour cela abandonner son poste de gouverneur à un républicain lors de précédentes élections – à un gouverneur républicain sortant. Mais un outsider a failli l'emporter : David Duke. Celui-ci s'est propulsé en candidat républicain «indépendant» contre le républicain «bon tein» et en place, qu'il éliminait pourtant au premier tour.

David Duke, avec son visage de play-boy redessiné par la chirurgie esthétique, ses cheveux savamment blondis, son allure de jeune homme de bonne famille, n'était pourtant en rien un homme nouveau. Néo-nazi dans les années 1970, il plastronnait il y a peu encore en grand sorcier du Ku Klux Klan, en robe blanche et cagoule, promettant à qui voulait l'entendre de *«lutter pour la suprématie de la race blanche»*.

«L'escroc» démocrate l'a finalement emporté par 60 % des voix sur le raciste, avec le soutien de Bush et le ralliement d'un certain nombre d'électeurs républicains, mais surtout grâce à la mobilisation massive de l'électorat noir qui a voulu par ce moyen s'opposer à l'élection d'un gouverneur ouvertement raciste.

Duke ne l'a pas emporté, mais malgré le désaveu des notables et des politiciens «officiels», sa campagne a fait mouche, il a récolté 40 % des voix. Son programme ? Un tissu de propos démagogiques visant surtout à exciter les vieilles haines, ravivant la vieille plaie du racisme toujours sensible dans cet Etat du Sud profond.

Sa campagne lui a attiré le vote d'une partie de la classe moyenne, composée d'employés, de membres des professions libérales mais aussi de couches plus pauvres, ouvriers ou, si l'on veut, «petits Blancs» frustrés sur qui ont pu avoir prise les propos démagogiques de Duke sur, par exemple, le système de prestations sociales qui ne servirait qu'aux seuls Noirs (les pauvres parmi les pauvres en Louisiane où les écarts entre riches et pauvres sont les plus forts de tous les Etats-Unis). Parlant de l'insécurité, de la criminalité qui monte, des emplois perdus, de l'économie qui stagne, Duke a réveillé sans doute dans ces classes moyennes la peur qu'elles ont de plonger à leur tour dans la pauvreté.

BUSH SENSIBLE AUX PRESSIONS SUR SA DROITE

Le démagogue raciste n'a pas eu besoin de l'emporter pour infléchir la politique de Bush, notamment sur la question des quotas d'emplois réservés aux minorités. C'est ainsi que, quelques heures avant de signer une loi pourtant annoncée à son de trompe sur les droits civiques, loi destinée à renforcer les minorités et à protéger notamment les Noirs ou les femmes contre les discriminations dont ils et elles sont victimes devant l'emploi, un conseiller de Bush rendait publique une circulaire annonçant la fin de tous les programmes d'embauche préférentielle dans le secteur public, allant donc en sens contraire.

Devant le tollé soulevé au centre chez les républicains comme chez les démocrates, la circulaire fut finalement retirée. Mais le malaise reste. Bush, en voulant plaire à tous, fait surtout preuve d'indécision. Mais l'impression reste qu'il cherche à flatter un certain électorat ; celui qui est précisément sensible aux thèses d'un Duke.

Entre se garder du centre et se garder sur sa droite où deux concurrents républicains sont entrés en campagne contre lui, David Duke et Patrick Buchanan (un ultra-conservateur partisan de l'isolationisme américain), Bush a choisi de parer à ce qui lui paraît le danger le plus pressant : ne pas se laisser doubler sur sa droite.

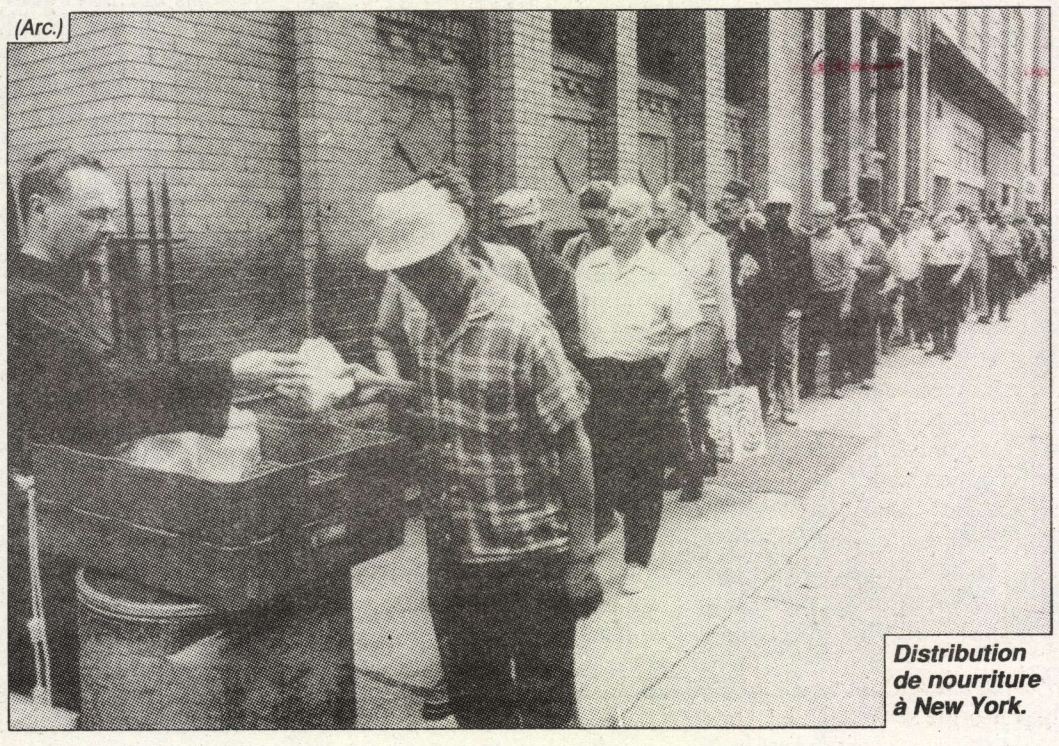
LA CRISE AU CŒUR DU MALAISE

La crise est là et la reprise économique tant de fois annoncée ne vient toujours pas. La fragilité du système a été encore illustrée par la maladresse de Bush qui, en appelant à plafonner les taux d'intérêt perçus sur les cartes de crédit, sous prétexte de relancer la consommation, a entraîné une chute spectaculaire de la bourse de Wall Street de 120 points en un jour.

Mais c'est surtout la problème de l'emploi qui pèse. Le chômage ne cesse d'augmenter, avec 9 millions de chômeurs officiellement recensés (7 %). Encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte des emplois à temps partiel qui sont du chômage déguisé, ni des jeunes qui cherchent toujours leur premier emploi. Les queues de jeunes chômeurs s'allongent devant les soupes populaires. 25,5 millions de pauvres ont bénéficié de bons d'achat de nourriture en août dernier, 5 millions de plus qu'en août 1989.

Le niveau de vie de l'Américain moyen ne cesse de baisser. Le salaire moyen a baissé de 20 % en

Gamma / Rotolo



(Arc.)

Distribution de nourriture à New York.

LE DRO

La bataille co
l'avortement, te
ultras-conservate
années Quatre-
bien être aussi
campagne pré
encore, Bush
temps partisan
s'est depuis 19
camp des "dur
publicaine.

Dans l'U
Missouri, la
difficiles les
lontaires d
Louisiane, e
illégales, e
pratiquerait
aujourd'hui
Enfin, la l
déjà en vi

...IELS

20 ans en chiffres constants. Et cela pour ceux qui ont un salaire. Les impôts sont en hausse mais tout le secteur public (services, santé, écoles) se détériore... Les classes moyennes elles-mêmes sont touchées par la dégradation des conditions de vie ; 37 millions de personnes, la plupart travaillant dans de petites entreprises, ne bénéficient par exemple d'aucune couverture médicale.

Leur revenu, à peine au-dessus du seuil de pauvreté, leur interdit d'adhérer à un plan de sécurité sociale privée mais les exclut du système des prestations dispensées par l'Etat. Et ce n'est qu'un exemple.

Autant de motifs d'insatisfaction, de frustations, de peur, que des démagogues à la Duke peuvent exploiter d'autant plus que ni les républicains au gouvernement, ni les démocrates majoritaires au Congrès n'y apportent une quelconque solution.

Cécile BERNIER

Mendiant sans abri à Washington.

...A L'AVORTEMENT QUESTION

...e droit à, ...a été imposée à l'ensemble du ...cher aux ... corps médical des cliniques et ...epuis les ... hôpitaux fonctionnant sur les ... pourrait ... fonds fédéraux : il n'est plus ...eur de la ... autorisé à informer les pa- ...tielle. Là ... tientes sur les possibilités d'in- ... fut long- ... terruption de grossesse. Et cela ...bre choix" ... suite à l'intervention expresse ...gé dans le ... de Bush qui a opposé son veto ...la droite ré- ... à un amendement proposé par ... les démocrates contre cette loi.

... dans le ... Ce sont donc les femmes les ...rendu plus ... plus pauvres, celles qui n'ont ...ruptions vo- ... pas les moyens de recourir à la ...ossesse. En ... médecine privée, qui sont ainsi ...nt carrément ... pénalisées. Et Bush, pour cela, ...médecin qui ... est passé outre les protestations ...tement risque ... des associations féministes ré- ...ns de prison. ... publicaines et celles des répu- ... du "baillon", ... blicains centristes favorables à ...à Washington, ... la liberté en la matière.

CROATIE ET SLOVÉNIE, VERS DES INDÉPENDANCES RECONNUES ?

La République fédérative de Yougoslavie existe-t-elle toujours au regard du droit international ? Une commission de juristes européens présidée par Robert Badinter devrait répondre à cette question qui, aux dires de Lord Carrington, le médiateur de la CEE, est l'une de celles qui bloquent les négociations !

AFP

Représentants britannique et américain lors d'un vote de l'ONU sur l'envoi d'une mission en Yougoslavie.

Il peut sembler surprenant qu'au moment où les courants nationalistes de deux principales Républiques, la Serbie et la Croatie, s'affrontent les armes à la main, une question de droit international puisse revêtir tant d'importance. Pour les peuples de l'ex-fédération yougoslave qui subissent la guerre et ses cortèges de misère et de désolation, certainement pas, mais pour les dirigeants occidentaux, peut-être. Car pour eux, aujourd'hui, le problème est de savoir s'ils reconnaîtront ou pas l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Les uns (Allemagne et Italie) y sont favorables, tandis que d'autres (France et Grande-Bretagne) préféreraient ne pas se prononcer dès à présent. D'où l'insistance de la

Une colonne de chars de l'armée fédérale - serbe - monte en ligne vers Osijek.

AFP

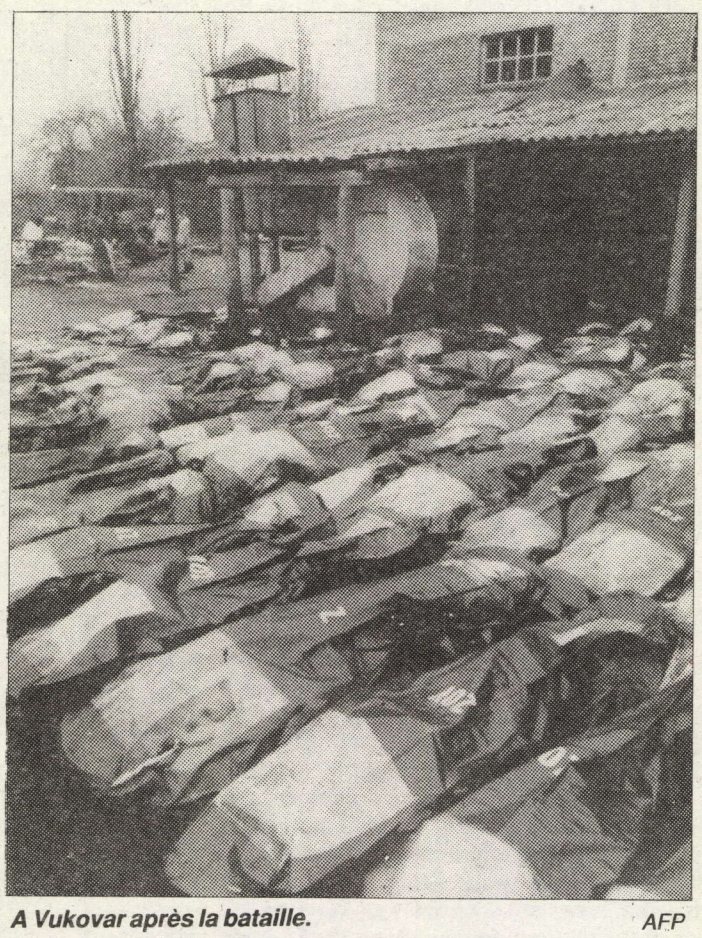
France à répondre au préalable à la question : une frontière intérieure peut-elle être reconnue comme une frontière extérieure dès lors qu'elle est contestée par une des parties, les Serbes ? Avant que des juristes se mettent d'accord sur un tel problème, du temps peut passer et c'est peut-être tout simplement ce que recherchent la France et la Grande-Bretagne.

L'Allemagne, pour ne pas repousser sa décision aux calendes grecques, vient d'affirmer, sitôt suivie par l'Italie, qu'elle procédera à la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie avant Noël. La seule condition qu'elle met est une déclaration des dirigeants slovènes et croates reconnaissant un certain nombre de droits aux minorités vivant sur leurs territoires, déclaration qui ne devrait pas leur coûter bien cher...

La France, de son côté, préférerait, avant toute décision, que la situation sur le terrain devienne plus calme. Une façon d'affirmer son attentisme. Mais surtout, elle réprouve la position allemande hostile à toute modification de frontière. A ce propos d'ailleurs, Mitterrand a été clair. Il a tenu à rappeler le sort des Serbes durant la Seconde Guerre mondiale dont beaucoup sont morts dans les camps croates, et à expliquer de façon quelque peu complaisante la politique serbe qui cherche à «*obtenir un déplacement des frontières et une forme de contrôle direct ou indirect des minorités serbes* (de Croatie)».

Il est évidemment possible que les principaux dirigeants européens finissent par tous se ranger derrière une position commune, celle des Etats-Unis par exemple qui, pour l'heure, restent très prudents.

Quoi qu'il en soit, la situation yougoslave est à bien des égards révélatrice. Lorsque la société recule, le passé refait surface dans ce qu'il a parfois de plus barbare. Les peuples yougoslaves sont ramenés aujourd'hui à la situation qui prévalait durant la Seconde Guerre mondiale, voire par certains aspects à celle qui existait avant la



A Vukovar après la bataille. AFP

Première. Quant aux oppositions entre l'Allemagne et l'Italie d'une part, la France et la Grande-Bretagne d'autre part, elles rappellent aussi (de façon bien plus policée certes) d'anciens intérêts contradictoires qui, dans le passé, firent des Slovènes et des Croates les protégés de l'Allemagne et de l'Italie, alors que les Serbes, eux, étaient sous la protection de la France et de la Grande-Bretagne.

Plus la société capitaliste progresse, plus elle retourne en arrière vers un passé de sinistre mémoire.

Georges LATTIER

Sanctions en vue dans le contrôle aérien

QUILÈS VEUT JOUER LES REAGAN

Quilès, le ministre de l'Equipement, a demandé des sanctions disciplinaires contre des grévistes du contrôle aérien qui avaient cessé le travail le 8 novembre. D'après un rapport qui vient de lui être remis, la paralysie simultanée de dix postes de travail sur dix-neuf au centre d'Athis-Mons et de huit sur dix à Brest, ne pourrait s'expliquer que par des pannes du matériel électronique provoquées intentionnellement par certains grévistes.

On ne sait pas si c'est Quilès qui perd son contrôle ou si ce sont ses sous-fifres qui planent, mais ce qui est certain c'est que la pagaïe, dans le ciel et sur les aéroports, n'a l'air de le préoccuper que quand il s'agit de s'en prendre à des salariés en lutte pour leurs droits.

Or, c'est presque quotidiennement que des voyageurs se retrouvent en rade, avec les problèmes et les frais que cela implique, et souvent par la faute des économies et des calculs commerciaux des compagnies.

Pas plus tard que le samedi 30 novembre, de nombreuses annulations de vols, notamment en direction de Paris, ont eu lieu pour cause de brouillard. En fonction de l'horaire ou d'un équipement plus perfectionné, certains avions partaient, d'autres pas. Mais rien n'oblige une compagnie faisant défaut à aiguiller ses passagers sur une autre. Ainsi la compagnie Minerve, filiale du Club Méditerranée, qui exploite aux heures creuses certaines lignes d'Air Inter et d'Air France avec des avions restant au sol quand la visibilité est mauvaise, avait donné instruction à ses employés de l'aéroport de Nice de ne pas renseigner la clientèle sur les vols des concurrents, pour éviter des remboursements.

Mais là, bien sûr, il s'agit du sacro-saint droit au profit privé. Et ce n'est pas Quilès qui parlera de sabotage...

P. V.

Mérillon / Gamma

Contrôle aérien à Orly.

La grève des ports

CHANGER LE STATUT DES DOCKERS... POUR EN FAIRE DES CHÔMEURS COMME LES AUTRES

AFP

La grève de 48 heures des dockers, les 2 et 3 décembre, qui a été précédée les semaines passées par plusieurs autres journées de grève ainsi qu'une manifestation à Paris, a été un succès total. Ces deux jours seront-ils le point de départ d'une grève plus longue ? En tout cas, pour les dockers, l'enjeu est particulièrement important.

Cela fait bien longtemps que les acconiers, les patrons des entreprises de manutention des ports, réclament l'abrogation de la loi de 1947 qui réglemente la profession de docker et dont ils dénoncent "l'archaïsme" qui empêcherait, selon eux, la compétitivité des ports français. Le secrétaire d'Etat à la Mer, Jean-Yves Le Drian, vient de combler leurs vœux en proposant une "réforme" (en fait la suppression) du statut des dockers.

Ce statut qui serait un "privilège" des dockers avait tout de même, à l'origine, un intérêt majeur pour les patrons : il s'agissait que les dockers restent sur les ports et n'aillent pas travailler en usine, là où il y a un travail, et en principe un salaire, réguliers. Or sur les quais le travail dépend de l'arrivée des bateaux, et il y a forcément des jours de chômage. C'est pourquoi il avait été instauré, pour les dockers régulièrement inscrits et ayant leur carte professionnelle, une indemnité de compensation en cas de chômage. Elle est actuellement de 200 F par jour, et on peut la toucher jusqu'à 150 jours par an.

C'est surtout cette pièce essentielle du statut que les acconiers et le gouvernement veulent supprimer. Car aujourd'hui les choses ont bien changé. Le travail est plus régulier, infiniment plus mécanisé qu'en 1947, et d'ailleurs les dockers sont beaucoup moins nombreux qu'autrefois. Les patrons se proposent d'embaucher en fixe une partie des dockers - les deux tiers peut-être, voire moins - en les mensualisant. Ils deviendraient des "travailleurs comme les autres". Quant à ceux qui ne seraient pas retenus, ils seraient... des chômeurs comme les autres ! Et comme la manutention n'est pas une profession très qualifiée et que certains dockers sont âgés, une fois qu'ils auront épuisé quelques indemnités, ils se retrouveront sans rien.

Les dockers embauchés en fixe, eux, n'auraient pas plus de garantie de l'emploi que n'importe quel ouvrier. Bien que le taux de chômage des ports français soit actuellement de l'ordre de 30%, et parfois 50% dans certains ports, bien que certains dockers arrivés aux 150 jours ne touchent plus rien en fin d'année, bien qu'il ne soit pas drôle de se lever à l'aurore pour repartir sans travail avec seulement l'indemnité compensatrice, autrement dit bien que le statut actuel ne soit vraiment pas le Pérou, les dockers tiennent à leur statut et sont prêts à le défendre becs et ongles.

Le mécontentement des dockers, dans certains grands ports comme Rouen, Marseille, Dunkerque en particulier, est très fort et il n'est pas impossible que la grève des dockers aille au-delà des 48 heures, ou qu'il y ait d'autres mouvements par la suite.

Seulement, malgré toute leur combativité, les dockers auront sans doute du mal à faire reculer patrons et gouvernement qui semblent bien décidés à en finir avec le statut. A moins que... à moins que les dockers qui luttent contre la menace du chômage et de licenciement ne parviennent à faire jonction avec les centaines de milliers, les millions de travailleurs qui, dans le pays, sont menacés ou sont victimes du chômage. Alors là, oui, si l'agitation s'étendait sur ce problème crucial qui concerne tant de monde, le patronat et le gouvernement pourraient se trouver en difficulté. Et cela peut dépendre en partie de la façon dont les dockers envisageront leur lutte.

André VICTOR

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

LA NOUVELLE MORT DE RANUCCI

La commission de révision des condamnations pénales a refusé, pour la troisième fois, de rouvrir le procès de Christian Ranucci, guillotiné en 1976 pour l'assassinat d'une fillette, qu'il aurait commis.

La commission a estimé qu'il n'y avait pas de faits nouveaux suffisants pour réviser le procès. Pourtant un livre de Gilles Perrault *Le Pull-over rouge* a abondamment révélé combien le procès Ranucci était entaché d'éléments douteux, et une grande partie de l'opinion pense aujourd'hui que Ranucci était probablement innocent.

Qu'en aurait-il coûté à la Justice, qui instruit des milliers de procès chaque année, d'en refaire un de plus, de manière, s'il était honnêtement mené, qu'on y voie enfin clair dans cette affaire. Et pourquoi refuser cela à la mère de Ranucci qui n'espère qu'une chose, que justice soit enfin rendue, même à titre posthume, à son fils ?

La Justice prendrait le risque de devoir reconnaître une erreur ? Seulement, comme le fait remarquer Perrault : *"Jamais en France on n'a réhabilité un condamné exécuté"*. Du moins à notre époque, car du temps de Voltaire, même la Justice de l'Ancien Régime avait dû faire amende honorable et réhabiliter les protestants Callas et Sirvens après les avoir fait exécuter. Mais apparemment la Justice d'aujourd'hui est plus intouchable que sous Louis XV !

Bien sûr, s'il s'avérait que Ranucci était innocent, cela remettrait en cause la façon dont son interrogatoire a été conduit par la police, la façon dont il a été jugé, sans qu'on explore toutes les pistes, et par-dessus tout cela ternirait l'image de Giscard d'Estaing, le président de la République de l'époque, qui a refusé d'utiliser son droit de grâce en faveur de Ranucci.

Apparemment, le problème n'est donc pas de rendre justice à un mort, le problème c'est de laisser tranquille certains vivants !

A. V.

Brésil

LE BONHEUR DE L'ENFANCE

Des milliers d'enfants ont défilé dans les rues de Rio de Janeiro au Brésil, après que six d'entre eux eurent été abattus dans une banlieue. Il y a 9 millions d'enfants sans logis dans ce pays qui vivent en mendiant ou en volant, et ils sont les cibles d'escadrons de la mort. Ah qu'elle est belle la société capitaliste !

GAMMA

GAMMA

ON NOUS FICHIER !

Des opposants libanais de droite, partisans du général Aoun, avaient manifesté à Paris lors de la visite du président du Liban. Embarqués par les flics, leur identité avait été relevée... et transmise aux autorités libanaises. Quand certains sont revenus au pays, ils ont été arrêtés. Cela a fait scandale parce qu'il s'agit de gens de droite. Les partis de droite se sont emparés de l'affaire, et le responsable a vite été trouvé : un policier du 16e arrondissement de Paris qui a communiqué la liste, ou du moins accepté de dire que c'est lui qui l'a communiquée.

Mais de toute façon, on n'a jamais vu la police se gêner pour collaborer avec les policiers espagnols par exemple (contre les Basques) ou, il y a plus longtemps, avec les autorités allemandes dans l'affaire du fichier des Juifs, etc. On a des traditions dans la police !

Crédit Lyonnais (Levallois - 92)

UN DÉMÉNAGEMENT QUI FAIT BOUGER !

La direction du Crédit Lyonnais a décidé de démolir l'immeuble de l'annexe de Levallois et de reloger les quelque mille employés dans quatre nouveaux centres : Issy-les-Moulineaux, Clichy, la tour Manhattan à La Défense et un immeuble à Levallois. Il s'agit là d'une opération financière juteuse dans une ville de Levallois en pleine mutation qui ressemble de plus en plus à Neuilly ou à La Défense.

Mais le transfert dans les nouveaux centres va se traduire pour certains d'entre nous par des transports plus longs et plus chers ; et pour tous par des prix de repas de 50 à 60 F plus chers peut-être par mois. Quant à la suppression des crèches, cela entraînera pour les intéressés une dépense nouvelle de 1 200 à 1 500 F par mois.

Quand le personnel prit la mesure de ce qui l'attendait, le sentiment général fut que pas un centime ne devait être supporté lors des transferts.

Le mardi 26 novembre, lors de deux réunions d'information syndicale, d'abord à l'initiative de la CGT mais ralliant la CFDT et FO, il fut décidé, à la majorité des présents, soit environ 170 personnes, de remettre tous ensemble une pétition signée par 400 personnes au responsable du Crédit Lyonnais Levallois, lors de la réunion mensuelle des délégués qui se tenait le lendemain.

C'est à 170 encore que nous y sommes donc montés le mercredi. Ce monsieur se permit de parler du "scénario" des organisations syndicales, de l'augmentation "dérisoire" du prix des repas dans les futurs centres en ajoutant que nous avions de la chance qu'il ait pensé "à ce qu'il y ait des réfectoires"... Tout le long de l'entrevue ce fut le tollé. Il se déclara non compétent pour régler les problèmes soulevés, mais accepta de transmettre à la direction du personnel. Il fut donc décidé de lui accorder jusqu'au surlendemain, vendredi 29 novembre, pour donner une réponse.

Mais le vendredi en question, la direction nous faisait savoir... qu'elle étudiait nos revendications. Il était clair qu'elle essayait de nous lanterner. Aussi, ce jour-là, au cours d'une assemblée qui regroupait près de 130 personnes, il fut décidé d'agir vite, mais non sans se donner le lundi 2 décembre pour essayer de convaincre le maximum de nos camarades de travail de nous rejoindre avant d'aller le lendemain matin au siège central du Crédit Lyonnais, boulevard des Italien, à Paris, pour chercher la réponse.

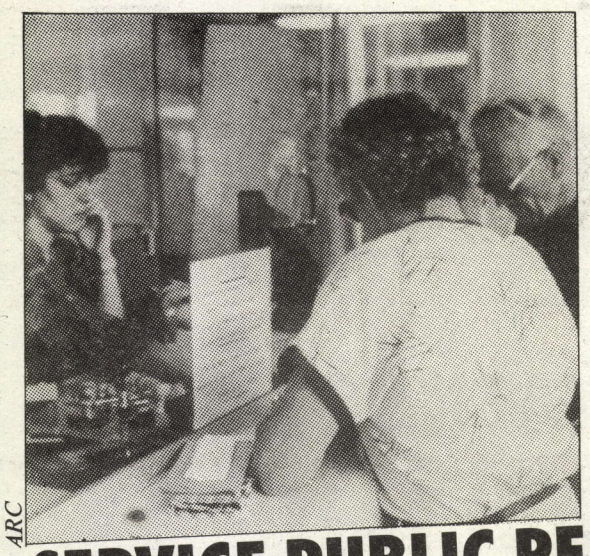
En fin d'après-midi, le lundi 2 décembre, la direction fit la promesse qu'une réunion sur les revendications (sans qu'on ait la moindre garantie d'obtenir quelque chose de substantiel) s'ouvrirait le 16 décembre -quasiment à la veille des vacances !

La manœuvre était pourtant grosse mais les responsables de la CGT et de la CFDT s'y engouffrèrent et décidèrent d'annuler la démarche sur le siège.

Devant cette volte-face, et malgré plusieurs protestations, l'assemblée réunie le mardi 3 décembre fut désorientée, beaucoup se mirent à hésiter et finalement aucune décision d'action ne fut prise sur le champ.

A l'heure où nous écrivons (mardi 3 décembre), les jeux ne sont pas encore faits mais la date du transfert approche et il est certain qu'il faudra revenir à la charge, si nous voulons que ce qui a été fait jusqu'ici n'ait pas été un coup d'épée dans l'eau.

Correspondant LO



ARC

4 800 emplois de cheminots supprimés en 1992

SERVICE PUBLIC PEAU DE CHAGRIN

La direction de la SNCF vient d'annoncer pour 1992 la suppression de 4 800 emplois. Dans le même temps elle a fait connaître ses prévisions pour les augmentations à venir : 2,9 % sur les tarifs grandes lignes et 5,8 % (avec la RATP) sur le prix des Cartes Oranges en région parisienne.

SNCF

ARC

Ce n'est certes pas la première fois que la SNCF procède à des réductions de personnel. Depuis des années elle agit ainsi. En cinq ans, les effectifs de la SNCF sont passés de 209 300 à 194 000. Ces suppresssions d'emplois résultent de la différence entre les embauches et les départs : 3 000 embauches en 1992 contre 7 800 départs, essentiellement des retraites.

La décision de la SNCF est scandaleuse à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle s'inscrit dans une politique générale de licenciements et de suppressions de postes. Et le fait qu'une entreprise publique supprime, elle aussi, des emplois est, de la part du gouvernement, une façon de donner l'exemple et par là-même d'accepter toutes les réductions de personnel auxquelles se livrent aujourd'hui la plupart des grandes entreprises du pays. Et ensuite parce qu'à la SNCF, les baisses d'effectifs ne manqueront pas d'avoir des répercussions qui peuvent s'avérer fort dangereuses.

La suppression de plusieurs milliers de postes amènera inévitablement une détérioration des conditions de travail des cheminots et des conditions de transport des usagers. Supprimer plusieurs milliers de postes signifie diminuer les contrôles et les réparations du matériel, fermer des lignes jugées peu rentables, restreindre les services rendus aux usagers.

Et pourtant, il serait plus que nécessaire d'accroître la sécurité dans tous les domaines. Après la récente catastrophe de Melun, bien des insuffisances en matière de sécurité avaient justement été mises en lumière. Eh bien, la direction de la SNCF, après avoir juré ses grands dieux qu'elle ferait tout pour que la sécurité soit une priorité, se déjuge aujourd'hui en supprimant par milliers ceux qui peuvent le mieux l'assurer : les cheminots.

RATP

Paris

AFP

LE MÉTRO SUR DE MAUVAIS RAILS

Sur la ligne 2 du métro parisien, Nation-Dauphine par Barbès, une rame a déraillé le 26 novembre vers 12 h 30, à la station Philippe-Auguste. A la suite d'un affaissement de la voie, la quatrième voiture s'est mise en travers et a heurté le quai. Il n'y a eu heureusement que 2 blessés légers. Mais le service voyageurs a été perturbé jusqu'au lendemain matin.

Il y a actuellement sur la ligne des travaux pour changer le ballast de la voie. C'est à ce niveau-là que s'est produit le déraillement. Pourtant des conducteurs avaient signalé un problème à cet endroit dès le matin. Des services techniques étaient venus. Mais, soit volonté de ne pas perturber le trafic, soit sous-estimation du danger, le ralentissement supplémentaire qui aurait dû être mis en place ne l'a pas été.

Cet accident qui aurait pu être beaucoup plus grave est tout de même le dixième déraillement depuis 1990 ; certains avec voyageurs, d'autres non. Ainsi sur cette même ligne il y a eu un déraillement à l'entrée de la station Nation, le 13 août, à cause de travaux sur un aiguillage. Le 26 décembre 1990, la dernière voiture d'un train déraillait à la station Etoile à cause d'une rupture de collerette (pièce qui sert à fixer la roue au moyeu), blessant 6 voyageurs. Le 30 mars 1990, en nuit, un train au départ de Porte d'Orléans, avec voyageurs donc, déraillait également à cause d'une collerette cassée. Il y a eu ainsi plusieurs déraillements pour le même motif sur les lignes 1, 4, 6 et 11. Ce n'est qu'au bout de plusieurs accidents que la direction a procédé à l'échange de toutes les collerettes.

Mais sans que les problèmes atteignent toujours cette gravité, la régularité du service voyageurs est bien souvent perturbée à la suite d'avaries sur le train. Ainsi le 13 septembre 1991, un incident sur les batteries d'un train sur la ligne Châtillon/Saint-Denis a provoqué 1 h 13 de retard. Mais c'est pratiquement quotidiennement que des avaries, comme l'impossibilité de débloquer les freins ou des problèmes de portes, perturbent le trafic. On peut citer aussi le cas d'un court-circuit, le 12 septembre 1991, qui a endommagé toutes les installations du poste de départ de Clignancourt. Le trafic a été très perturbé pendant une semaine, le temps de changer les kilomètres de câbles et de vérifier tous les relais endommagés.

Alors tous ces incidents ne surviennent pas par miracle. Ils sont le produit d'une politique de suppression de personnel, d'économie à la petite semaine au niveau de l'entretien et de la prévention. Et cela ne va pas aller en s'améliorant, la direction prévoyant pour les années à venir quelques centaines de nouvelles suppressions d'emplois, pour les agents d'entretien et de maintenance.

Dans les stations et sur les quais, la diminution ou la disparition des agents de station ont fait que des voyageurs, des marginaux se sont mis à traverser les voies ou à partir à pied dans les tunnels. Là encore, cela entraîne arrêt du trafic et perturbations diverses.

En définitive, le transport métro reste malgré tout encore relativement sûr. Mais il n'empêche que si des accidents plus graves pour les voyageurs ou les agents n'ont pas eu lieu, la chance y est pour beaucoup. Quant au matériel, vieillissant ou même beaucoup plus moderne, il aurait besoin d'être beaucoup mieux entretenu qu'il ne l'est à l'heure actuelle. Faute de quoi les voyageurs n'ont pas fini de râler contre les retards et les arrêts sous tunnel...

UNE GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Thécla-Delle (Territoire de Belfort)

Thécla est une fonderie qui emploie actuellement 474 personnes, travaillant essentiellement en sous-traitance pour Peugeot, tout proche. Le boulot, on le sent dans cette usine : les cadences, la production en équipes et même en 3 × 8 pour une vingtaine d'entre nous, les petits salaires (4 900 F net en équipe pour 10 ans d'ancienneté en production)...

Il y a quelques mois, nous avons encore changé de patron, ce qui avait déjà été le cas en 1987, suite à un plan de licenciements massifs. Dernier "repreneur" en date : la Société Générale de Production, qui possède d'autres usines faisant de la sous-traitance (pour Renault, par exemple, dans celle de Châteauroux).

Le nouveau patron avait d'ailleurs déclaré qu'il n'y avait alors pas de licenciement envisagé.

Mais en octobre, changement de musique : d'abord suppression d'une prime octroyée les années précédentes ; puis en novembre, annonce de 89 licenciements, dont 31 départs en FNE et le reste en licenciements pour longue maladie et "licenciements secs", comme ils disent.

Lundi matin 25 novembre, les syndicats CGT et CFTC ont commencé par appeler à des réunions d'information, à l'occasion d'une réunion du Comité d'Entreprise avec la direction. Tout le monde y est venu ; l'état d'esprit général était qu'on ne pouvait pas laisser passer ça ainsi.

C'est l'équipe de nuit qui, la première (et cela sans consignes), a posé les outils la nuit de mardi 26 à mercredi 27, donnant le ton aux autres équipes et aux syndicats appelant alors à débrayer. Et mercredi 27, ces débrayages ont été suivis par plus de 80% du personnel, devenant, de fait, une grève. La direction "acceptait" alors 14 départs volontaires et proposait une prime de 50 000 F, le paiement de la moitié des heures de grève et la récupération de l'autre moitié.

Vendredi 29 au matin, lors de l'assemblée générale, les ouvriers votaient à main levée pour la continuation de la grève.

Les négociations entre direction et syndicats se poursuivaient, et *L'Est Républicain* du dimanche 1er décembre laissait entendre *"qu'un accord était sur le point d'aboutir, l'usine de Châteauroux acceptant de transférer une partie de la charge de travail sur Delle"*.

Lors de l'assemblée générale du lendemain matin, les syndicats présentaient aux grévistes les "nouveaux éléments positifs" : 82 suppressions d'emploi (au lieu de 89), une vingtaine de licenciements secs (au lieu de 48), la prime de licenciement de 50 000 F, pas de retenue de salaire pour grève, mais travail en récupération un jour de décembre qui devait être chômé.

Ils organisaient un vote à bulletins secrets pour ou contre la reprise du travail. Plusieurs ouvriers dirent alors ce qu'ils avaient sur le cœur : *"Je suis contre la reprise du travail"*, *"Tu ne seras pas le seul"*, *"Nous, on reste solidaires"*. Et la poursuite de la grève fut votée par 148 voix contre 112.

Alors pour l'instant nous sommes bien décidés à ne pas accepter ces licenciements.

Correspondant LO

Alsthom

DES SYNDICATS QUI MILITENT... POUR L'AUGMENTATION DES COTISATIONS DE RETRAITE !

LO

Dans le groupe Alsthom, mardi 3 décembre, les syndicats du groupe ont signé un accord prévoyant l'augmentation des cotisations de retraite complémentaire. Celles-ci doivent passer de 4% à 6% en deux ans, ce qui se traduira par une baisse des salaires nets de 150 à 200 F environ.

Le comble est qu'en cette période où le patronat et le gouvernement font ce qu'ils peuvent pour alourdir nos cotisations, ce n'est pas de leur côté qu'est venue l'attaque... mais de celui des syndicats ! Depuis quelques mois, les syndicalistes en discutaient dans le groupe sans le dire à personne et, au mois de juin dernier, c'est la CGT de l'usine de Saint-Ouen qui avait essayé de convaincre les salariés qu'il fallait accepter l'augmentation des cotisations de retraite complémentaire.

Leur campagne avait rencontré l'opposition d'une partie des travailleurs de l'usine qui ne comprenaient pas qu'au moment même où le Premier ministre Edith Cresson alourdissait nos cotisations du 0,9% de la Sécu, la CGT entame la même chanson pour les retraites ! Dans une des unités, celle où ceux qui militaient contre cette augmentation avaient pu le plus se faire entendre, la pseudo-consultation de la CGT avait connu un échec lamentable puisqu'à peine 138 salariés sur 800 avaient accepté l'augmentation.

Eh bien, voilà les syndicats qui, désavoués en juin, remettent cela en décembre, et qui se donnent même l'air de "consulter" à nouveau les salariés ! A Saint-Ouen, la CGT refait un semblant de consultation. La section CFDT de Saint-Ouen a pris position contre, mais au Bourget, c'est FO qui a demandé leur avis aux salariés... sans leur dire qu'en fait, la décision était déjà prise puisque rendez-vous était pris par l'ensemble des syndicats du groupe Alsthom avec le patron pour signer cet accord dès mardi 3 décembre... Menteurs et hypocrites, quoi !

Les syndicats ont fait miroiter aux salariés l'augmentation des retraites... et ont joué surtout sur la peur, expliquant que sinon cela voulait dire aller vers des systèmes par capitalisation.

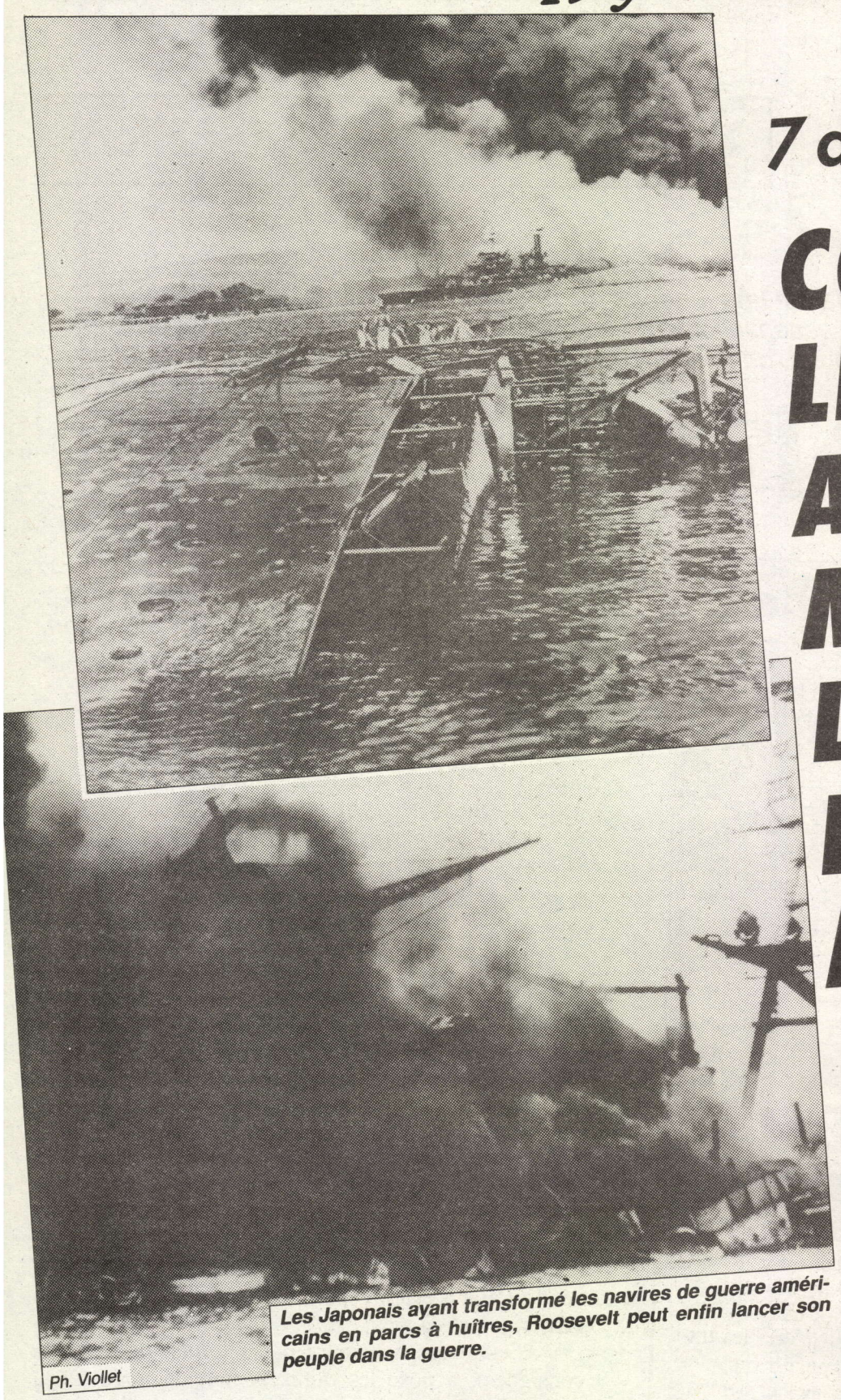
Les syndicats se posent en gestionnaires responsables des régimes de retraite. Devant la dégradation de ceux-ci, résultant du blocage des salaires et des licenciements dans le groupe comme ailleurs, ils n'imaginent pas d'autre solution que celle des patrons : se tourner vers les travailleurs non pas pour les appeler à la lutte mais pour leur demander de mettre la main au porte-monnaie !

Mais un certain nombre de travailleurs ne sont pas d'accord. Depuis dix ans que la gauche comme la droite nous chantent cette chanson, plus on paye et moins on touche. Quant aux retraites, qu'en restera-t-il dans 10 ans ? Et que restera-t-il des salaires d'ailleurs, au rythme où les cotisations augmentent ?

Après tout, nous venons de payer la vignette auto et voici trente ans déjà, c'était un socialiste qui avait prétendu que c'était pour améliorer la retraite des vieux...

Au moment où nous allons payer une cotisation SIDA pour réparer les erreurs de ce gouvernement, bon nombre de travailleurs se disent que nous n'avons pas vraiment besoin des syndicats en plus pour entonner la même chanson et essayer de nous convaincre qu'il faut se serrer la ceinture et accepter toutes les augmentations de cotisations !

Correspondant LO



Ph. Viollet

Les Japonais ayant transformé les navires de guerre américains en parcs à huîtres, Roosevelt peut enfin lancer son peuple dans la guerre.

7 décembre 1941, Pearl Harbor

COMMENT LES DIRIGEANTS AMÉRICAINS MOBILISÈRENT LEUR PEUPLE DANS LA BOUCHERIE MONDIALE

Le dimanche 7 décembre 1941, à l'aube, deux vagues d'avions japonais attaquèrent la flotte américaine concentrée dans la rade de Pearl Harbor, à 15 km de Honolulu, aux îles Hawaï. Ce qui, si l'on en croit le magazine *Time* (2 décembre 1991), représente toujours *"un demi-siècle après, dans la mythologie américaine, un exemple classique de traîtrise et de trahison"* fit près de 4 000 morts et blessés parmi les marins et soldats américains. Presque tous les navires au mouillage furent coulés ou endommagés. Près de 250 avions furent détruits au sol.

De leur côté, les Japonais ne comptèrent "que" 129 victimes, une trentaine d'avions et 5 sous-marins détruits.

Avec *"la plus grande défaite militaire américaine"*, la Deuxième Grande Guerre impérialiste devenait véritablement mondiale – au terme d'un processus qui s'était, en fait, enclenché à la suite de la crise économique de 1929, et qui avait connu une série d'étapes dont chacune avait permis et entraîné la suivante. La guerre avait commencé en 1937 en Asie puis en Europe en 1939, et l'URSS avait été envahie par les armées allemandes en juin de cette même année 1941.

Chacune des puissances impérialistes s'était évertuée à reculer la guerre, au détriment de plus faible qu'elle ; Hitler de son côté avait voulu éviter de déclencher trop vite des réactions de la part des plus puissants que lui. Quant aux dirigeants de l'impérialisme américain, ils avaient repris la stratégie qui leur avait si bien servi lors de la Première Guerre mondiale : n'entrer en guerre que les tout derniers, à leur heure, lorsque les belligérants européens, leurs grands rivaux, Allemagne, France et surtout Grande-Bretagne, s'étaient mutuellement, largement épuisés.

LES APPÉTITS DE L'IMPÉRIALISME JAPONAIS

Tard venu dans la concurrence impérialiste, l'impérialisme allemand avait essayé en 1914-1918 d'imposer un repartage du monde en sa faveur. Vaincu, il fut soumis aux volontés de ses vainqueurs : il ne lui fut pas permis d'imposer sa domination ; au contraire le diktat des Traités de Versailles l'étrangla. Et il ne tarda pas à le remettre en question. Mais, du côté des impérialismes liés au camp victorieux, les pommes de discorde ne manquaient pas non plus, car tous ne bénéficièrent pas de la même manière du partage du butin.

Ainsi, le Japon, qui avait espéré que sa participation à la guerre lui permettrait d'agrandir son empire naissant aux dépens des ex-positions allemandes en Chine, se heurta immédiatement à l'impérialisme américain dans le Pacifique, et se vit imposer une limitation de ses forces navales et confisquer la plupart de ses conquêtes.

Brutalement aggravés par les effets de la crise économique de 1929, les appétits de l'impérialisme japonais le portaient à une politique d'expansion destinée à lui procurer les matières premières dont son industrie avait besoin et, d'autre part, à lui fournir les marchés nécessaires pour écouler les produits de cette industrie. La grande entreprise de conquête japonaise, entamée précédemment en Mandchourie, fut marquée en juillet 1937 par une grande offensive contre la Chine (la guerre allait y durer sept ans).

Les grandes puissances demeurèrent passives, sinon même compréhensives pour le Japon. Les massacres de civils à Shanghaï, à Nankin, ne furent pas cause de rupture, non plus qu'un certain nombre d'incidents – une canonnière britannique bombardée par les Japonais en décembre 1937, un navire de guerre américain coulé à la même époque, notamment.

LE PROBLEME DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Les Etats-Unis avaient adopté une série de lois de neutralité depuis 1935, qui leur permettaient de voir venir, et, en attendant, de tirer profit des achats européens d'armements et de ravitaillement, de plus en plus considérables, de la part de l'Angleterre en particulier avec l'effort de guerre.

Cependant, les victoires allemandes en série en Europe finirent par modifier les choses. D'une part, elles renforcèrent les possibilités du Japon en mettant à sa portée les possessions coloniales des puissances vaincues ou affaiblies : Hollande (l'Indonésie), France (l'Indochine), et, qui sait, Angleterre (Malaisie, Birmanie...).

D'un autre côté, la domination allemande en Europe atteignait un point tel que les Etats-Unis ne la considérèrent plus d'un œil neutre. Au printemps 1941, en effet, les armées hitlériennes dominaient l'Europe, du Cap nord à la Grèce et du Finistère à Brest-Litovsk. En juin, elles pénétraient dans l'URSS sans rencontrer, dans un premier temps, de résistance. L'Allemagne de 1941 devenait un rival d'une puissance potentielle nouvelle !

Les dirigeants américains avaient déjà pris en

Il y a cinquante ans

fait plusieurs mesures qui ébréchaient leur neutralité officielle, sur le plan économique comme sur celui du service militaire. Leur neutralisme intéressé était provisoire, ils n'allaient pas rester à l'écart d'un nouveau repartage d'un monde qu'ils aspiraient à dominer. Au printemps 1941, leur aide économique à l'impérialisme britannique fut officialisée et, vers la fin de l'année, tout le potentiel économique américain était mis en route pour combattre le camp de l'Axe.

Mais il leur fallait résoudre un problème politique majeur : convaincre la population américaine de la nécessité de s'engager dans la guerre. Et pour cela, il fallait que la population eût le sentiment que les Etats-Unis étaient attaqués.

A la fin de l'été 1941, la politique des dirigeants américains vis-à-vis du Japon se durcit brutalement. Rien n'avait arrêté jusque-là le commerce (pétrole, acier) avec ce pays. Brusquement, après que le régime japonais profitant de la faiblesse de la France de Pétain eut établi des bases en Indochine, Roosevelt décréta le gel des avoirs japonais aux Etats-Unis et dans les territoires britanniques et néerlandais, puis l'embargo total sur les fournitures au Japon. Les négociations qui se déroulaient officiellement furent rompues par Roosevelt début novembre.

Privé de pétrole, privé d'acier, le régime japonais n'allait plus pouvoir continuer longtemps même son effort de guerre en Chine. Soit il capitulait, soit il tentait de se procurer par la force ses matières premières en Asie du Sud-Est, en Indonésie, en Malaisie.

C'est dans ces conditions que les Japonais décidèrent d'attaquer les premiers. Leur état-major n'escomptait pas l'emporter dans une guerre durable contre la puissance des Etats-Unis. Son objectif était à court terme : paralyser momentanément la flotte américaine pour pouvoir mettre la main sur les ressources qu'ils convoitaient, et ensuite tenir, autant que possible...

Roosevelt avait en tout cas atteint son but : il avait amené les Japonais à prendre l'initiative des hostilités. Les Etats-Unis apparaissaient en position de légitime défense après une agression qui choqua le peuple américain, où les marins n'avaient même pas eu la possibilité de se défendre. Et le gouvernement américain put mobiliser sans problèmes la population dans la guerre contre le Japon, et contre l'Allemagne par la même occasion.

Depuis, il a été écrit que les dirigeants américains n'ignoraient pas en réalité l'imminence de l'attaque japonaise, mais qu'ils l'ont sciemment laissée se produire avec toutes les apparences de cet effet de surprise qui causa un tel choc aux Etats-Unis. Quoi qu'il en soit il est clair que s'ils ignoraient effectivement quelque chose, c'était tout au plus le lieu et le moment précis de l'offensive... Car toute leur politique acculait les Japonais.

L'attaque de Pearl Harbor rendit service à Roosevelt pour faire passer la pilule de l'entrée en guerre, lui qui venait d'être réélu un an avant sur le thème, entre autres : *"Nous n'allons envoyer vos garçons dans aucune guerre étrangère"*...

Churchill, lui-même, a commenté l'affaire en ces termes : *"Une attaque du Japon contre les Etats-Unis simplifiait considérablement, et les problèmes qui se posaient à eux, et leur tâche. Comment nous étonner qu'ils aient considéré la forme prise par cette attaque et même l'ampleur de ses résultats comme incomparablement moins importantes que sa conséquence directe : la nation américaine se trouvait plus unie qu'elle ne l'avait jamais été pour défendre sa sécurité et son bon droit"*.

Ainsi, on constate que, pour qu'il y eût la guerre, les impérialistes durent d'abord vaincre leurs propres peuples, les uns par la violence et la mise au pas – les autres par la tromperie et l'intoxication.

Christiane LE GUERN

lire.

UN LONG DIMANCHE DE FIANÇAILLES

de Sébastien Japrisot

"Il était une fois cinq soldats français qui faisaient la guerre, parce que les choses sont ainsi (...). Il y avait beaucoup de neige et c'était le premier mois de 1917 et dans les premiers jours". Ces cinq soldats viennent d'être condamnés à morts par un tribunal militaire, pour mutilation volontaire. Le premier chapitre de *Un long dimanche de fiançailles* dresse le portrait de ces cinq hommes, un menuisier, un tourneur de la région parisienne vaguement socialiste, un loulou de Marseille un ex-enfant de l'Assistance devenu fermier et père de famille, et un tout jeune, un "bleuet" comme on appelait ceux de la classe 1917, à qui *"il manquait encore cinq mois pour avoir vingt ans"* et qui a essayé de déserter pour retrouver celle qu'il aime.

C'est celle-ci, Mathilde, qui devient le personnage central du roman. Elle croit que son fiancé est mort au front. En août 1919, elle apprend à la fois dans quelles circonstances il est censé être mort – jeté, les bras liés, dans le no man's land qui séparait les tranchées allemandes et françaises – et que, dans le groupe des cinq, il y a peut-être un survivant.

Les recherches de Mathilde pour le retrouver sont l'occasion pour Sébastien Japrisot de décrire ces cinq hommes, leur famille, les drames dans lesquels la guerre a précipité ces petites gens. Et si la personnalité de chacun n'est que sommairement esquissée, l'ensemble sonne juste.

Les retours en arrière, les multiples personnages, les fréquents changements de style (Sébastien Japrisot a plus ou moins voulu reconstituer la façon de s'exprimer, voire de penser, de chacun de ces personnages) rendent le roman quelquefois difficile à lire. C'est compensé par la façon dont il est construit, comme un roman policier, avec une enquête, des rebondissements.

Ce roman – pour lequel l'auteur a reçu le Prix Interallié – est en tout cas une dénonciation de la guerre qui ne manque pas d'intérêt.

S. F.

Un long dimanche de fiançailles *de Sébastien Japrisot. Ed. Denoël. 125F.*

Voir

VOYAGE VERS L'ESPOIR

de David Koller

Ce *Voyage vers l'Espoir* est celui d'une famille de paysans turcs qui essayent d'émigrer en Suisse. Pour quitter leur vie misérable dans cette campagne arriérée de la Turquie, ils entament ce voyage sur la foi d'une carte postale d'un ami vantant le "paradis suisse".

Ce couple de paysans vend tout ce qu'il possède et s'adresse à un réseau d'immigration clandestine tenu en réalité par des gangsters, véritables négriers, avant tout préoccupés de leur soutirer le maximum d'argent. Le voyage s'effectuera en car, puis en bateau, en camion et enfin à pied pour traverser clandestinement la frontière entre l'Italie et la Suisse.

En plein hiver, dans la haute montagne, seul l'espoir du paradis sur terre rend ces immigrants turcs assez forts pour affronter l'enfer. Aux rigueurs du climat s'ajoutent la morgue des gangsters supposés leur rendre service, et l'hostilité des douaniers suisses. Mais tous ces obstacles, ces mesures policières, pour tenter de fermer les frontières, ne les arrêtent pas.

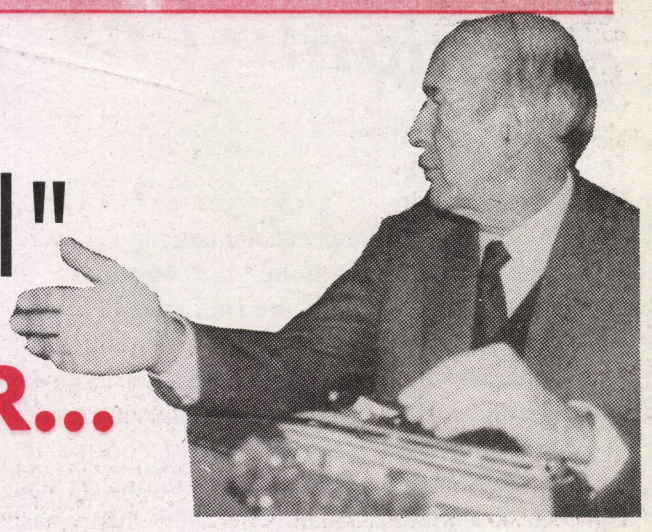
Si le *Voyage vers l'Espoir* se transforme en tragédie, le réalisateur suisse de ce film nous montre la solidarité des immigrants entre eux et les réactions de sympathie que leur courage provoque. Un film profondément humain et émouvant qui, au travers d'une histoire simple, est un témoignage sur les espoirs et les tragédies que vivent des millions de travailleurs, avant même qu'ils aient pu fouler le sol des pays riches où les attendent, à coup sûr, encore bien des désillusions.

Lucien DETROIT

P.S. Ce film ne passe que dans deux salles à Paris (Espace St-Michel et Georges V), et uniquement en V.O.

AFP

Pour Chirac et Giscard
Privilégier le "Social"



C'EST ENCORE PRIVILÉGIER... LES PRIVILÉGIÉS !

Lors de ses états généraux tenus à Vitré les 29 et 30 novembre, la droite (RPR et UDF regroupés dans "l'Union Pour la France") a tenu à faire savoir à ceux qui en auraient douté qu'elle est "sociale". Critiquant la politique socialiste, Chirac a accusé l'actuelle majorité d'avoir *"laissé grandir une France injuste où se sont aggravées les inégalités"*.

Il est vrai que les socialistes ont fait la part belle à la critique de leurs concurrents, en menant au gouvernement au nom de la gauche une politique de droite. Mais, comme entre 1986 et 1988 il y a quand même eu la "cohabitation", que Chirac a été Premier ministre sous Mitterrand, il faut au chef du RPR quelques mots d'explication sur cette période : *"Mon gouvernement n'a pu, faute de temps, aller aussi loin sur la voie du progrès social que nous le voulions"*.

Et où veulent donc aller maintenant les chefs de la droite, à condition toutefois que les élections qui se profilent à l'horizon veuillent bien leur prêter la victoire et le gouvernement du pays ?

En matière de protection de la santé, pas tellement ailleurs que l'actuel gouvernement. Il n'est pas même question de supprimer la CSG, dont la droite avait tenté d'empêcher l'approbation à l'Assemblée en déposant une motion de censure. Tout au plus a-t-elle promis à Vitré de supprimer l'impôt sur ce qui est déjà un prélèvement par l'Etat, et d'étudier la possibilité d'en exonérer les retraités et les chômeurs ; un aspect de la question qui, dans la mesure que les socialistes avaient fait passer, avait particulièrement choqué.

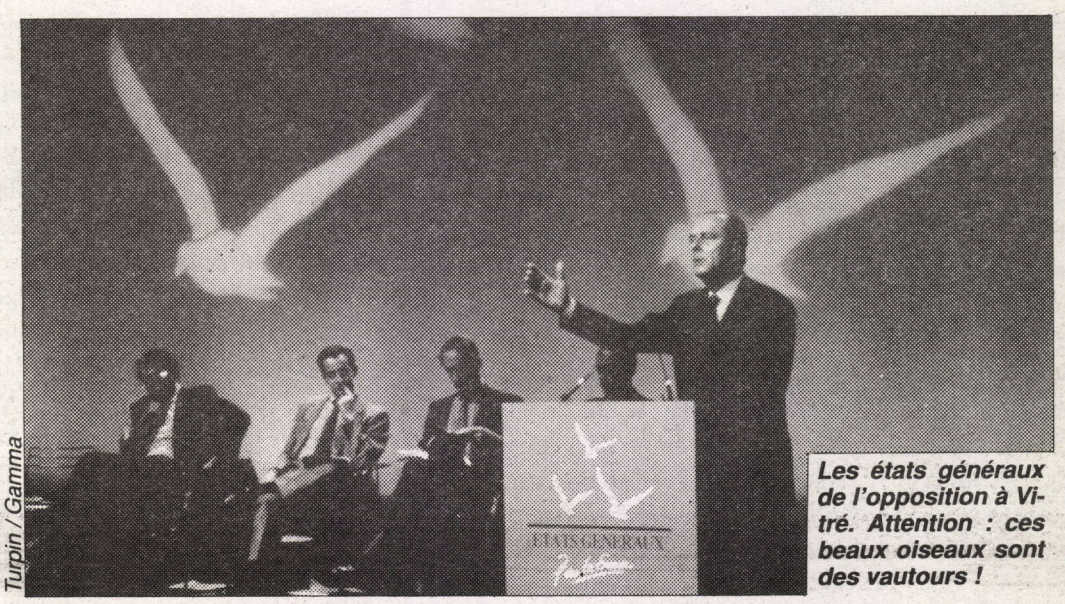
Quant à la "maîtrise des dépenses de santé", la droite ne la remet pas vraiment en cause, même si elle dénonce le risque d'un *"rationnement des soins"*. Elle veut bien faire un peu de démagogie à l'égard de tous ceux qui font de la santé leur fonds de commerce et qui sont aussi une clientèle électorale pour les Giscard et les Chirac ; mais elle reste dans le flou sur la manière de contrôler les dépenses de santé, tout en affirmant refuser de diminuer les taux de remboursement de la Sécurité sociale.

La pièce maîtresse de cette droite, si désireuse de se montrer "sociale", au moins l'espace de ses "états généraux", a été de se prononcer d'une façon quasi révolutionnaire pour *"l'augmentation des salaires directs"* : une *"priorité"* selon Chirac, *"l'objectif essentiel"* selon Giscard d'Estaing. Mais attention, il ne s'agit pas d'avoir la naïveté de croire que les chefs de la droite demandent aux patrons d'ouvrir leurs coffres !

Non, ce n'est pas eux qu'il s'agit de faire payer. Ce que demande la droite reprend la proposition faite par Balladur, un des caciques du RPR, qui quelques jours auparavant avait suggéré de supprimer la cotisation allocations familiales payée par les employeurs, pour la remplacer par un financement par l'Etat. Celui-ci serait constitué à la fois par l'impôt et par ce que pourraient rapporter de nouvelles privatisations d'entreprises nationalisées. Les patrons déchargés de ces cotisations -qui représentent annuellement sur l'ensemble du pays la coquette somme de 150 milliards de francs- pourraient alors, selon Balladur, augmenter les salaires nominaux, et les salariés consacrer ce supplément de salaire à cotiser à des systèmes de retraite par capitalisation, à des plans épargne-entreprise. Ce qui ferait d'une pierre au moins deux coups, car même si le trou des caisses de retraite Sécurité sociale ou de retraite complémentaire continuait à s'agrandir - sous l'effet du chômage en particulier - ceux qui réussiraient à mettre de l'argent de côté pourraient protéger malgré tout leurs vieux jours... ou du moins conserver l'impression qu'ils le font. Quant à ceux qui, pressés par le besoin, n'y arriveraient pas, tant pis pour eux et pour leur vieillesse.

Comme on voit, les gagnants les plus certains du "social" proposé par la droite seraient les patrons, et eux seuls. Ceux qui auraient pu croire que, comme l'ont prétendu les ténors de la droite, ils voulaient aligner les salaires en France sur ceux de l'Allemagne, auront toujours le temps de déchanter, l'espace d'une législature, d'une présidence - qu'elle soit de cinq ou de sept ans, renouvelable ou pas - et même bien au-delà.

Louis GUILBERT



Turpin / Gamma

Les états généraux de l'opposition à Vitré. Attention : ces beaux oiseaux sont des vautours !

LES VERTS NE SONT PAS CLAIRS

Querelle au sein des Verts. Au Conseil national du mouvement écologiste, réuni le week-end des 30 novembre - 1er décembre, et qui devait élire la nouvelle direction du mouvement, Waechter et ses amis se sont arrangés pour éliminer pratiquement de celle-ci la principale des autres tendances du mouvement, celle animée par Dominique Voynet et Yves Cochet et considérée par les majoritaires comme flirtant trop avec le Parti Socialiste.

Cette liste n'a obtenu qu'un seul poste dans le nouveau Collège exécutif du mouvement, où aucun de ses deux principaux leaders n'a été élu, alors qu'elle avait obtenu 23,5 % des voix à l'assemblée générale du mouvement écologiste tenue début novembre ; la liste Waechter qui avait eu 35,5 % des voix accapare, elle, six postes sur les 13 du Collège exécutif, dont les principaux postes évidemment.

Mais ce qui divise les Verts cet automne n'est évidement pas la couleur des arbres, ni le programme d'élimination des déchets ou de lutte contre la pollution. Ce qui les divise, au point d'avoir rompu la gentillette unanimité de façade en faveur d'un mouvement "pluraliste" où toutes les nuances de vert semblaient se marier jusque-là dans la direction, c'est tout bêtement les promesses d'avenir que semblent révéler pour eux les derniers sondages. Ceux-ci créditant les Verts de 15 % des intentions de vote, il y a de quoi leur faire tourner la tête et commencer la lutte pour les postes.

Comme ce sont ces sondages qui étaient l'arrière-fond de toutes les querelles de l'assemblée générale des 9 et 11 novembre derniers : elles portaient sur les prochaines élections et sur la question des alliances électorales que les Verts pourraient ou non contracter.

Le *"ni droite ni gauche"* étant la recette qui jusque-là a réussi et vaut aux Verts aujourd'hui les bons pronostics des sondeurs, tous sont d'accord pour ne passer aucune alliance électorale dans un premier temps. Mais après ? Une fois élus à un Conseil régional, ou plus tard lors du second tour des élections législatives ? On n'accède pas à des postes de gestionnaires dans une région, et encore moins à un poste de ministre, avec seulement du *"ni droite ni gauche"* ; à la rigueur, avec du "et droite et gauche", on peut devenir une force d'appoint courtisée et récompensée. *"Les Verts ont vocation à exercer le pouvoir"*, aime à rappeler Waechter.

C'est ainsi qu'on avait vu à l'assemblée générale les Verts du courant d'Yves Cochet, aujourd'hui tenus à l'écart de la direction, ceux qui voulaient faire adopter une motion interdisant de participer à la gestion d'une région en alliance avec un parti qui par ailleurs pourrait s'allier au Front National, se faire traiter de "roses". Et, comme par hasard, c'était le chef de file des écologistes de la Côte d'Azur qui mettait du bleu dans son vert, en prétextant qu'il serait plus écologique de *"libérer la droite de ce boulet de l'extrême-droite"* ... et de s'apprêter à jouer les forces d'appoint de Gaudin. Waechter se contentant d'apparaître comme l'arbitre suprême entre les deux.

A l'approche des échéances électorales les gué-guerres se ravivent donc, chez les Verts comme dans les états-majors du PS ou de la droite. Ce n'est pas parce qu'ils ont fait de l'apolitisme leur image publicitaire que les Verts ne sont pas des politiciens comme les autres.

Olivier BELIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995